

DS
557
.A6
N44
A22



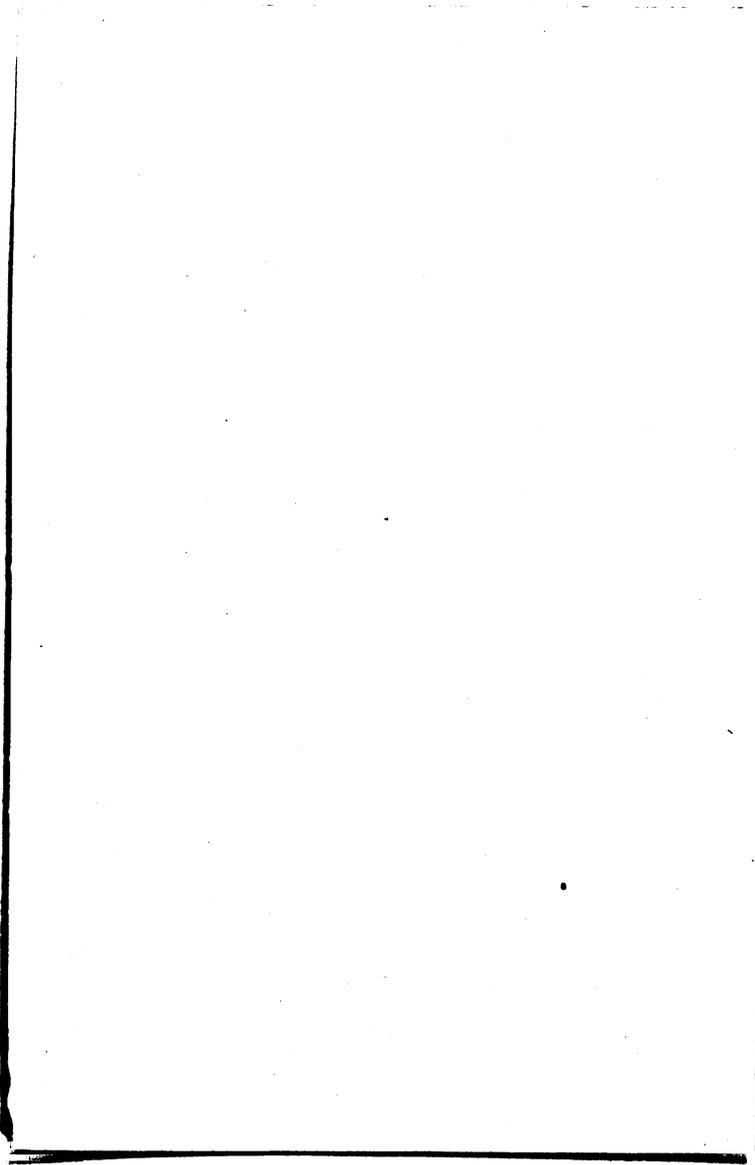
4091020604

LE PRÉSIDENT
NGO DINH DIEM
ET LES
ÉLECTIONS DU 9 AVRIL
1961

MESSAGES
DÉCLARATIONS
PROGRAMME D'ACTION

SERVICE DE PRESSE DE LA PRÉSIDENTENCE
SAIGON 1961

LIBRARY
Michigan State
University



**LE PRÉSIDENT
NGO DINH DIEM
ET LES
ÉLECTIONS DU 9 AVRIL
1961**

**MESSAGES
DÉCLARATIONS
PROGRAMME D'ACTION**

SERVICE DE PRESSE DE LA PRÉSIDENTE

Saigon 1961

DE
E 27
.A6
1797
A. 2.

937029
4-19-61

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGES</u>
Lettre à la Nation Viêtnamienne	
(7 février 1961)	7
Allocution radiodiffusée	
(15 mars 1961)	9
Conférence de Presse (23 mars 1961)	15
— Déclaration à la Presse	15
— Exposé du programme d'action dans les domaines : Educa- tion, Santé publique, Travail, Action sociale, Développement économique	16
Publication du programme d'action dans les domaines : Défense nationale, Politique extérieure et intérieure, Equipement du territoire, Agriculture, Industrialisation (1^{er} avril 1961).....	32
Prise de contact avec les électeurs	
(Hôtel de la Préfecture, 5 avril 1961)	54
Conférence de Presse (7 avril 1961).....	61
Allocution radiodiffusée	
(7 avril 1961)	67
Après les élections : Déclaration à la Presse	
(11 avril 1961)	71
APPENDICE	
Résultats définitifs du scrutin du 9 avril	73

LETTRE A LA NATION VIETNAMIENNE

(7 février 1961)

Mes chers compatriotes,

Voici que, conformément à la Constitution, la Nation vietnamienne va être appelée à retourner aux urnes pour désigner le Président et le Vice-Président auxquels elle désire confier les destinées du pays, pour une période de cinq ans.

C'est là un devoir civique essentiel que tous vous tiendrez à accomplir.

*
* *

Depuis la fondation de la République, tous ensemble nous avons réalisé des progrès indéniables.

Ensemble nous avons lutté avec courage, d'abord pour retenir notre pays sur la pente de l'abîme, ensuite pour le rebâtir sur les ruines accumulées par la guerre.

Ensemble nous avons surmonté maints obstacles inhérents à notre condition de sous-développement, pour poursuivre, dans tous les domaines, les objectifs de la Révolution nationale.

Cependant nous avons dû faire face à chaque instant aux entreprises subversives des communistes.

Aujourd'hui, d'un pays démembré et exsangue auquel les meilleurs experts accordaient seulement quelques mois de survie, nous avons

fait un véritable Etat qui garde intactes toutes ses chances d'avenir et dont la position internationale attire l'estime et le respect.

*
* *

Cette œuvre, ensemble nous l'avons réalisée en six dures années. Ce délai relativement court en fait le mérite ; il en explique aussi les insuffisances.

Car il fallait faire vite, engager une course de vitesse pour ne pas nous enliser dans la condition de sous-développement et pour ne pas être paralysés par le scepticisme, les intrigues des uns et par l'insécurité fomentée par l'ennemi communiste, d'autant plus acharné à saper notre régime que celui-ci se fortifiait chaque jour.

Il reste beaucoup à faire et à parfaire tant au point de vue organisation qu'au point de vue méthode de travail. En face de la satisfaction légitime des réalisations accomplies, notre mission commune de rénovation nationale exige de chacun de nous encore plus d'efforts et de sacrifices dans tous les domaines.

Mes chers compatriotes,

Ces jours derniers, d'innombrables appels m'ont été adressés, de toutes les couches de la population et de toutes les parties du territoire. Ces témoignages de confiance m'ont profondément touché et m'ont fait sentir combien il est nécessaire, pour être vraiment digne d'une telle confiance, que je poursuive l'œuvre entreprise.

C'est donc avec une profonde conscience des immenses difficultés qui m'attendent, mais avec la ferme conviction que grâce au concours actif de tous, comme en 1955, nous franchirons une nouvelle étape décisive de notre histoire, que je me fais un devoir aujourd'hui de me représenter devant le Peuple vietnamien pour briguer l'honneur d'un second mandat présidentiel, avec — comme candidat à la Vice-Présidence — Monsieur Nguyễn Ngọc Thọ, mon fidèle compagnon de lutte depuis six ans et dont le patriotisme et le dévouement au service du peuple durant les heures les plus difficiles ont largement contribué à la prospérité du pays.

ALLOCUTION RADIODIFFUSEE

(15 mars 1961)

Mes Chers Compatriotes,

Au terme du mandat où votre confiance m'a porté il y a six ans, j'ai reçu l'invitation de me représenter à vos suffrages. Je n'ai pas voulu m'y dérober. Candidat, je viens ce soir vous parler de ce bulletin de vote que vous tiendrez entre vos doigts le 9 avril et par lequel, croyez-le bien, c'est plus encore que mon avenir qui s'engagera, mais le vôtre propre, celui de votre foyer, de vos parents, de votre village ou de votre cité, et au-dessus enfin, l'avenir de notre patrie vietnamienne toute entière ! Pourquoi ? me demanderez-vous ? C'est précisément ce que je vais vous dire...

Quand je parle d'avenir, sachez d'abord que c'est aux choses les plus simples que je pense, aux conditions matérielles de la vie, aux commodités souvent modestes et humbles dont jouit le citoyen, à sa nourriture, son habillement, son logement pour lui et les siens, à sa faculté d'épargner et d'entreprendre. Mais n'apparaît-il pas tout de suite que ces satisfactions élémentaires, — inscrites dans les Droits de l'Homme dont nous avons fait la Charte de notre nation, — réclament deux conditions primordiales, qui sont la sécurité et un minimum d'organisation sociale ? N'est-il pas évident que l'aspiration au mieux-être, ce que j'appelle l'avenir, devient impossible quand l'individu se trouve, ou menacé, ou plongé dans une société chaotique et non structurée ?

Ces conditions funestes, mes Chers Compatriotes, ne sont pas imaginaires, nous n'avons qu'à nous tourner vers un passé récent encore pour en retrouver le souvenir.

Reportons-nous si vous voulez bien sept ans en arrière, — quand seule une minorité favorisée tirait profit des activités artificielles nées de la guerre. L'abîme dont nous sommes sortis alors, laissez-moi vous le rappeler brièvement. En sortir d'abord était tout le problème ; car les difficultés n'existaient pas seulement en elles-mêmes, elles naissaient les unes des autres et se multipliaient réciproquement.

Pour restaurer les bâtiments de construction que les communistes avaient systématiquement détruits, par exemple, dans leur politique de la terre brûlée, il fallait apporter des masses de matériaux, ce qui postulait d'abord la réfection des voies de communications, elles-mêmes dévastées, et la reconstitution d'un parc de véhicules réduit à néant. Il fallait aussi des techniciens, des cadres de toute sorte, sur le plan administratif à la base. Des cadres ? Nous n'avions pas même de quoi les former, puisqu'il n'y avait ni université, ni enseignement technique au sens classique du mot, ni enseignement secondaire suffisant. Nos écoles primaires elles-mêmes ne répondaient pas au vingtième des besoins de la nation. Et cependant il fallait entreprendre de toutes parts et tout à la fois en dépit de cette disette de personnel que je viens de dire, et alors que notre armée, bouclier du pays, restait au simple stade des petits bataillons. Mais les principes du personnalisme communautaire et de la montée collective nous inspiraient ; ils sauraient nous suggérer des méthodes de travail assez souples pour épouser les contours de la réalité.

Ainsi notre œuvre de reconstruction a-t-elle enregistré très vite d'excellents résultats. Nous avons bâti une vaste infrastructure économique. Nos réseaux de communication, nos routes et nos ponts, nos voies fluviales, nos digues et barrages, nos terrains d'aviation sont aujourd'hui parmi les plus réputés du Sud-Est Asiatique. Nous avons mis en route sur une grande échelle l'exploitation des charbonnages de Nông-Son. Les travaux de construction du barrage de Danhim nous assureront dans trois ans une distribution abondante d'électricité. Les premières cheminées d'usine ont fait leur apparition, ouvrant l'ère de l'industrialisation du pays. La réforme agraire a relevé de façon effective le niveau de vie des populations paysannes, conjointement à ces autres entreprises d'envergure que sont le Développement Agricole, les Agglomérations rurales charnières, le Crédit Agricole, les Coopératives, le Développement Communautaire. Dans les villes, la capitale au premier chef, on a vu s'améliorer le standard de vie des

masses ouvrières, au service de qui naissaient un nombre considérable d'œuvres d'intérêt social et culturel tels qu'écoles et hôpitaux, organisations d'aide mutuelle et de défense des intérêts professionnels. L'effectif des élèves et des étudiants s'est accru en même temps à un rythme record dans les universités et les écoles.

Sur le plan social, la femme vietnamienne a bénéficié d'une promotion qui lui permet désormais de jouer dignement son rôle dans la communauté nationale aussi bien qu'au sein de sa famille. La jeunesse de son côté a pu commencer de participer avec efficacité à l'instauration d'un ordre social nouveau répondant à son idéal, c'est-à-dire fondé sur la justice et la charité.

Ces quelques considérations ne procèdent point de vues subjectives ; les étrangers qui reviennent au Viêt-Nam après quelques années d'absence sont en effet les premiers à attester l'étendue de nos progrès. Là où, dans les villes, ils avaient quitté des kilomètres de pailloles au bord des sentes, ils voient surgir des avenues asphaltées bordées de pavillons en dur. Le soir, en place de quinquets à huile, le néon flamboie. Dans des solitudes naguère sauvages, des bourgs ont surgi avec leur marché, leur dispensaire, leur rizerie, leur cinéma. Quel village, si écarté soit-il, n'use de lampes à incandescence, de machines à coudre, de bicyclettes, de radios à pile, d'engins et de barques motorisées, etc... qui naguère étaient pour la population des articles de luxe ?

Maintes hautes personnalités étrangères en visite au Viêt-Nam ont librement questionné nos agriculteurs. — Que souhaitez-vous ? leur demandaient-ils. — Des tracteurs ! telle était la plus fréquente réponse. Car l'esprit d'entreprise a remplacé la soumission dolente d'autrefois. Qui ne saurait voir, dans ce comportement de nos compatriotes ruraux, outre le signe d'un visible relèvement social, la fière expression de ce respect de soi-même que j'ai en d'autres temps nommé Personnalisme ? Et vous rappellerai-je, puisque le mot de tracteurs vient incidemment à ma bouche, que plus de 600 de ces machines, dans le seul secteur privé agricole, s'ajoutent au parc considérable des départements techniques pour faire du Viêt-Nam la nation la plus fortement motorisée du Sud-Est Asiatique ?

Je cite ces exemples comme ils me viennent à l'esprit, il en est d'autres, plus humbles et infiniment nombreux, qui attesteraient pareillement la vitalité et la ferveur laborieuse de nos populations.

En présence de nos succès patents, les communistes sont désarmés. Ils réalisent que l'esprit civique, l'entente communautaire et la foi dans la montée collective gagnent chaque jour et refoulent l'effet de leur propagande ; dans quelques années, ils auront perdu leurs dernières chances de succès. Leur raidissement s'explique donc, suscitant l'intensification des actions de terrorisme, de sabotage, de rapt, de pillage et de meurtre. Mais grâce à notre armée intrépide et à nos populations, inébranlablement unies dans la lutte commune, nous sommes sûrs de parvenir un jour à les éliminer.

Si je récapitule les réalisations accomplies, je conclus aussitôt que nous avons choisi la voie qui répond le mieux aux possibilités et aux exigences d'un pays sous-développé résolu à construire une authentique démocratie. Dans notre pays comme dans les autres pays sous-développés d'Asie et d'Afrique, la démocratie, au regard de l'actuelle conjoncture, vise à donner aux populations des chances égales pour le plein épanouissement des personnalités humaines. La démocratie ne se forge pas avec des mots, des tirades oratoires, des proclamations démagogiques ou des promesses vaines. La décréter comme établie d'office, sans tenir compte de ces deux réalités tragiques que sont le sous-développement et la guerre froide ou chaude, c'est peut-être, en fin de compte, servir les intérêts d'une minorité, mais c'est sûrement affaiblir la volonté de la Nation, jeter le trouble dans les milieux détenteurs de capitaux étrangers et entraver les conditions mêmes requises à la base pour le développement de la démocratie elle-même.

C'est parce qu'ils ont mesuré la tâche accomplie par le gouvernement avec le soutien d'une opinion publique avertie et unanime, c'est parce qu'ils ont confiance en la solidité et la stabilité de notre régime, en l'idéal et la tenacité de nos dirigeants, que les détenteurs de capitaux étrangers ont pratiqué à notre égard une politique libérale d'investissements et de prêts. Nous souhaitons que ceux-ci nous soient accordés plus largement même, car dans notre état de sous-développement, d'importants crédits sont nécessaires pour la rénovation nationale, que les recouvrements d'impôts ne suffisent pas à financer.

Les critiques malveillantes qui s'attaquent à l'immense œuvre de reconstruction que nous avons entreprise, si elles servent plus ou moins d'exutoire au mécontentement personnel de quelques esprits aigris, ont sans nul doute le grave inconvénient de nuire aux intérêts

supérieurs de la Nation. Elles servent ainsi l'action subversive des communistes, dont la propagande vise uniquement deux buts : amoindrir l'autorité du gouvernement national et inciter la population à réclamer l'élargissement des libertés démocratiques sans considération pour les réalités du pays.

Nous sommes fidèles à l'idéal démocratique, nous ne nous leurrions pas nous-mêmes et pas davantage nous ne cherchons à induire en erreur la population ; nous réalisons clairement que lutter dans la guerre chaude ou froide est une entreprise complexe et qui requiert toute notre ténacité : Non seulement il nous faut recruter, former, équiper et entretenir une armée puissante, mais encore bâtir des voies de communication assurant toutes facilités aux transports militaires, organiser de solides réseaux de transmission, créer des villages de regroupement de campagnards aussi bien sur les Hauts Plateaux que dans les immenses régions marécageuses non encore exploitées, insuffler enfin une foi ardente à la population, à la jeunesse notamment, qui doit défendre avec courage la Nation dans son présent et dans son avenir.

De nombreux observateurs étrangers qualifiés visitant notre pays ont dit à la presse leur admiration pour les rapides progrès de notre armée.

Chers compatriotes,

La brièveté du temps qui m'est imparti, pour cette causerie, par le comité d'organisation de la campagne électorale m'empêche de vous exposer mon programme pour les années qui viennent. J'y procéderai par la voie de la presse. Ce programme créera les conditions les plus propices à l'épanouissement de nos libertés et au maintien de notre sécurité.

Chers compatriotes,

Comme je l'ai dit, ce bulletin de vote que vous glisserez dans l'urne le 9 avril va conditionner votre avenir. Rarement scrutin aura eu tant d'importance. La conscience que vous avez de nos problèmes, votre dignité de citoyens, vos aspirations légitimes et l'impérieux souci de la sécurité de vos foyers et de vos familles, vous dictent le devoir

de voter et de voter bien. Ai-je besoin d'ajouter que mon appel ne s'éclaire que de préoccupations patriotiques ? Dois-je vous rappeler qu'à l'issue du Référendum d'octobre 1955, vous m'avez élu Chef de l'Etat pour une durée indéterminée ? Je proclamai cependant la République avec une charge présidentielle à mandat renouvelable. Vous n'ignorez pas non plus qu'un article de notre constitution me permettait de faire proroger mon mandat en raison de la guerre viêt-công et de l'état d'alerte qu'elle détermine, ce que je n'ai point voulu faire. Vous observerez enfin, de par le vaste monde, et parfois non loin de nous, un nombre croissant de nations que la difficulté des temps et les menaces de la subversion conduisent à suspendre leur constitution, dissoudre leurs assemblées et nationaliser leur presse. Rien de pareil n'a été envisagé chez nous. Vous voyez bien dès lors, qu'en sollicitant votre bulletin, ce n'est pas ma personne que je mets en cause, mais l'idée même de notre Patrie.

Je réalise que les circonstances sont très difficiles et les responsabilités très lourdes. J'ai foi cependant dans les traditions héroïques de notre peuple, dans l'invincible esprit « Diên Hông » et « Sat That », ainsi que dans la volonté éclairée de la Nation qui, depuis des millénaires, exalte les vertus « Thanh » et « Tin » et rassemble ses énergies pour se défendre.

Vous pouvez, chers compatriotes, faire confiance à ce que vous dit sincèrement aujourd'hui un homme qui toute sa vie n'eut qu'une seule aspiration : servir le peuple et dont l'unique volonté fut de promouvoir une politique soumise à l'idéal le plus digne de considération, celui du Bien commun et de la Démocratie active et réaliste.



Le Président Ngô Đình Diêm et le Vice-Président Nguyễn Ngọc Thọ, candidats de la liste I, donnant une conférence de presse au Palais de l'Indépendance, le 23 mars 1961.

CONFERENCE DE PRESSE

(23 mars 1961)

Déclaration à la presse

Organiser des élections à un moment où le pays est en pleine guerre subversive est une véritable gageure. Nous le faisons quand même. Car ce qui pourrait être considéré comme anormal pour d'autres pays est devenu, pour un bon bout de temps, le lot quotidien réservé au Sud Viêt-Nam, pays sous-développé, divisé et objectif numéro un de l'invasion communiste dans le Sud-Est Asiatique.

Nous devons donc pratiquer la démocratie malgré les circonstances défavorables mais en en tenant compte.

Telle avait été déjà ma pensée quand, il y a six ans, j'ai accepté les responsabilités du pouvoir. Le redressement moral et la reconstruction matérielle d'un pays frappé au départ par ce triple handicap placent la Nation tout entière dans la nécessité de se soumettre à une discipline d'autant plus stricte qu'elle veut s'en libérer plus rapidement. C'est là un impératif incontestable. Il s'agit alors de mettre des limites à cette discipline qui s'avère nécessaire à la création rapide des pré-conditions économiques de la démocratie. C'est dans cet ordre d'idées que nous avons construit notre République sur le triple principe de la Personne humaine, de la Communauté et de la Montée collective. La transformation accélérée du Viêt-Nam exigeant de tous ses enfants des sacrifices lourds et soutenus, que ces sacrifices ne soient pas stériles et inhumains et qu'ils profitent à tous et non à une minorité quelconque. C'est dans cette ligne de l'épanouissement de la Personne humaine dans une situation historique concrète qu'ont été élaborés et exécutés tous nos programmes visant à la transformation rapide d'une structure technique et sociale dépassée. Le chemin est déjà long et pénible pour passer de l'état de société agraire à celui de société industrielle moderne. Il devient plus pénible encore quand nous ne faisons aucun effort pour bien connaître notre situation réelle et surtout quand nous

la comparons avec celle des peuples qui ont accompli leur transformation économique et sociale. Nous oublions que l'Occident a mis plus de cent ans, et dans des conditions historiques beaucoup plus favorables, pour faire sa révolution industrielle, origine de ce niveau de vie politique et économique que certains d'entre nous lui envient. Nous oublions aussi que ce niveau de vie a été acquis et amélioré pour une part grâce aux efforts persévérants de ces peuples et, pour une autre, grâce aux sacrifices des pays sous-développés directement sous forme d'exploitation coloniale et indirectement sous forme de vente à prix élevé des produits manufacturés et d'achat à bas prix de nos matières premières.

Si l'inexpérience et l'urgence du développement rendent les heurts inévitables, si la modification de la structure économique et sociale exige des réajustements pénibles, l'ignorance systématique de notre situation réelle et le désir prématuré de jouir immédiatement du même niveau de vie que les pays avancés, contribuent à diviser les esprits, à ralentir nos efforts et, par là, à réduire l'efficacité de la nation ; particulièrement au moment où le communisme et ses valets cherchent à nous nuire.

C'est dans ces conditions difficiles que le gouvernement que j'ai l'honneur de présider a travaillé. Il n'a pas tout accompli à la perfection, l'Etat-Providence n'étant qu'un mythe. Il a contribué cependant à réaliser un grand nombre de progrès dans tous les domaines et dans une bonne direction.

*
* *

Après cette déclaration, le Président Ngô-dinh-Diêm, répondant aux questions posées par les journalistes, a défini son programme d'action dans les domaines de l'éducation nationale, de la santé publique, du travail, de l'action sociale et du développement économique dans les cinq années à venir.

QUESTION (Saigon Mai) : M. le candidat aux élections présidentielles, en votre qualité de Président de la République, vous avez fait connaître les réalisations du Gouvernement. Je vous demande, à l'intention de nos lecteurs, de nous faire connaître les programmes que vous comptez réaliser dans la période à venir.

RÉPONSE : L'exposé de notre programme, qui couvre toutes les branches d'activité de la vie nationale, demanderait plusieurs conférences de presse et il faudrait de nombreux articles de journaux pour les porter intégralement à la connaissance du public. Pour cette fois-ci, j'aborderai seulement quelques domaines spécifiques d'une façon exhaustive tout en restant dans les grandes lignes.

EDUCATION

L'éducation est d'une première importance pour le développement du pays. Le but de l'enseignement au Viêt-Nam est de former des personnes libres, conscientes de leur vocation et capables de l'accomplir dans l'histoire. Visant cet idéal, l'éducation vietnamienne comporte 3 caractéristiques fondamentales : elle est à la fois humaniste, nationale et ouverte au progrès.

Ainsi, en l'espace de 6 ans, nous avons pu édifier des bases matérielles et spirituelles nécessaires au développement et à l'amélioration continue du système éducatif.

Dans les 5 années à venir, les programmes de l'enseignement primaire et secondaire seront révisés dans un sens plus pratique, pour mieux s'adapter à la mentalité des élèves comme aux besoins de la société. Les écoles secondaires auront suffisamment de professeurs qualifiés, formés à la Faculté de Pédagogie. Le Gouvernement accordera une attention particulière à l'enseignement technique qui bénéficiera d'une aide accrue afin de pouvoir attirer la jeunesse vers les activités industrielles. Enfin, conformément au principe approuvé par le Congrès national de l'éducation en 1958, le problème de l'emploi du vietnamien comme langue-véhicule à l'Université sera résolu. Les Conseils d'Université détermineront les modalités d'application de ce principe au cours de la prochaine année académique.

Dans le domaine culturel, le Gouvernement augmentera le nombre de bibliothèques et développera les relations culturelles avec les pays amis et les organismes internationaux.

Au point de vue social, le nombre de bourses scolaires à l'intérieur du pays comme à l'étranger sera accru.

Enseignement primaire.

Dans l'enseignement primaire, le problème crucial consiste à rendre les programmes d'études plus pratiques de façon à ce que les élèves qui ne peuvent poursuivre leurs études jusqu'au cycle secon-

daire soient en mesure de mettre à profit les enseignements reçus pour améliorer leur existence. C'est dans ce but qu'un projet à long terme a été élaboré pour transformer les écoles primaires ordinaires en écoles primaires communautaires avec un programme d'études et une méthode pédagogique plus adaptés tout en maintenant le même niveau d'études mais en y ajoutant des applications pratiques pour contribuer à l'œuvre de développement économique et social. La technique de formation des instituteurs communautaires, expérimentée depuis 3 ans au Centre d'éducation de base de Long An, sera appliquée dans les écoles de pédagogie.

Enseignement secondaire.

Tout d'abord, la pénurie de professeurs compétents se fait sérieusement sentir.

La formation des professeurs de l'enseignement secondaire avait été interrompue en 1945 et n'a repris qu'en 1955 pour prendre un rythme accéléré à partir de 1958. A l'heure actuelle, la situation s'est améliorée : la Faculté de Pédagogie est dotée d'installations suffisantes pour former 30 professeurs de l'enseignement secondaire par an au moins.

En même temps, les professeurs manquant d'expérience et d'aptitude professionnelle suivront des cours spéciaux de perfectionnement, — en particulier les professeurs de langues vivantes, afin de relever le niveau des élèves dans ce domaine. Dans les 5 années à venir, 150 à 200 classes nouvelles seront ouvertes chaque année pour répondre aux besoins.

Enseignement supérieur.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'Université de Saigon sera transférée progressivement au Centre universitaire de Thu Duc. Les professeurs seront plus proches des étudiants et disposeront de moyens de travail plus adéquats. A cette fin, un village universitaire pour professeurs et un campus pour étudiants y seront créés.

Toujours dans le domaine de l'enseignement supérieur et en ce qui concerne l'enseignement du Droit, de la Médecine, des Sciences, des Lettres, de l'Architecture, le programme vise à la création de nouveaux enseignements dans les nouvelles disciplines.

Ainsi, à la Faculté de Droit, il sera créé :

— un Institut de Droit Comparé et un Institut d'Administration des Entreprises.

— un Institut de Recherches sur la Criminologie et de Droit Pénal Comparé.

— un Institut des Sciences Politiques et Diplomatiques.

— 3 Centres de Recherches sur le Droit Privé, le Droit Public et l'Economie Politique.

Faculté de Médecine et Pharmacie.

— Révision du programme d'études de la Section de Pharmacie pour le rendre plus pratique.

— Développement des recherches sur les maladies tropicales.

— Un Centre Médical avec un hôpital d'application d'environ 500 lits.

Faculté de Sciences.

— De nouveaux laboratoires et installations pour développer les recherches scientifiques (Mathématiques, Physique, Chimie, Biologie, Géologie, etc...)

Faculté de Lettres.

— Un Institut d'Ethnologie pour orienter les étudiants vers la science ethnologique et effectuer des recherches sur les caractéristiques ethnologiques du Viêt-Nam et des pays voisins.

— Institution d'examens pour l'obtention des diplômes de Doctorat-ès-lettres.

Ecole supérieure d'Architecture.

Créer un Centre d'Expérimentation sur l'architecture et les matériaux de construction.

Le Département de l'Education Nationale a prévu un programme à long terme pour former le corps enseignant vietnamien pour les différentes Facultés.

L'Université de Huê établie en 1957 s'est développée rapidement et comprend les Facultés de Lettres, de Droit, de Sciences, de Pédagogie et l'Institut de Sinologie.

Bientôt s'y ajoutera la Faculté de Médecine et de Pharmacie.

Enseignement technique.

Les différents branches et degrés d'enseignement technique seront institués pour répondre aux exigences du développement économique.

3 écoles secondaires d'enseignement technique ont été édifiées à Vinh-Long, Qui-Nhon, Tourane pour être ouvertes à la prochaine rentrée scolaire. Deux autres écoles techniques seront établies à Dinh-Tuong, An-Giang pour fonctionner en 1964.

L'Ecole Polytechnique de Phu-Tho créera de nouvelles sections.

Enseignement féminin : 3 sections d'art ménager du premier degré seront instituées dans les écoles techniques de Vinh-Long, Qui-Nhon, Tourane (1961) et une section du second degré sera ouverte à l'Ecole Polytechnique (1961).

Le programme des écoles professionnelles dans les provinces sera plus souple de façon à répondre aux nécessités locales surtout en vue du développement de l'artisanat afin d'élever le niveau de vie de la population.

En ce qui concerne l'enseignement technique du degré supérieur, l'effort est porté sur la formation d'ingénieurs compétents. 18 ingénieurs des arts et métiers ont été diplômés du Centre technique national de Phu-Tho. Ils sont employés par la Régie des Chemins de Fer et diverses entreprises gouvernementales et privées. A la fin de ce mois-ci, 25 ingénieurs électriciens recevront leurs diplômes. Le Projet du Danhim et l'Office National pour le Développement de l'Energie Electrique fournissent des débouchés pour les ingénieurs nouvellement diplômés.

Parallèlement au développement de l'Education, les activités culturelles visent à imprégner la jeunesse de la culture traditionnelle tout en l'initiant aux valeurs incontestées venant de l'étranger.

SANTE PUBLIQUE

Dans le domaine de la Santé publique, poursuivant une politique apte à réaliser une organisation scientifique et parfaitement démocratique, le Gouvernement, pour les 5 ans à venir, ne ménagera pas ses efforts pour développer les services de médecine curative et préventive au double point de vue qualité et quantité.



Du matériel moderne sera acquis pour équiper les établissements hospitaliers, les techniques de détection et de thérapie jusqu'ici inconnues au Viêt-Nam seront appliquées dans les hôpitaux.

Nous visons également le développement en surface, c'est-à-dire que les efforts sanitaires du Gouvernement profitent à toute la population aussi bien rurale qu'urbaine. Tous les habitants, les pauvres comme les riches, devront pouvoir réellement profiter des progrès qu'apporte une organisation sanitaire scientifique.

Je mentionne en premier lieu le projet national d'hygiène qui englobera tous les problèmes d'hygiène concernant les habitations, les puits, les mares, l'alimentation, les détritiques, les ordures, les insectes, les rongeurs, etc,... En 1961, 4 cours seront ouverts pour former des inspecteurs de l'Hygiène Publique et des agents sanitaires, ces derniers à partir de 1962, devant être chargés de diriger les Services d'Hygiène publique dans la capitale comme en province.

L'Institut national du Cancer sera développé et la thérapie radio-active sera appliquée dès 1961 dans le traitement de cette maladie.

Il sera ouvert dans la même année des laboratoires de biologie utilisant des appareils électroniques pour le diagnostic des maladies du cœur et du cerveau.

En 1963-64, une clinique et un bloc de chirurgie pour le cancer seront mis sur pied.

Il sera établi un laboratoire national pour le contrôle de l'eau et des équipes d'infirmières visiteuses pour dispenser des soins à domicile. Ces équipes fonctionnent déjà dans le cadre de la lutte anti-tuberculeuse. En 1962, une autre équipe sera créée à la maternité Hung-Vuong à Saigon pour que les femmes en couche puissent regagner leur demeure après 2 ou 3 jours et céder la place à d'autres.

Le programme d'hygiène scolaire vise la protection de la santé des élèves surtout par la médecine préventive. L'année dernière, il a été créé un premier service d'hygiène scolaire à l'échelon primaire dans la capitale. Ce Service sera étendu progressivement à l'échelon secondaire dans la capitale et dans tout le pays.

Dans le domaine de la santé rurale, le programme mis sur pied est dénommé Service de Santé Pilote ou Service de Référence à l'échelon district. Il y a à l'heure actuelle 85 services d'hygiène pilote à l'échelon district dotés d'installations telles que dispensaires, maternités, de bureaux sanitaires pour chaque commune et d'un groupe mobile d'agents sanitaires pour se rendre dans les hameaux.

A la fin de 1963, tous les districts seront dotés d'installations sanitaires pour la thérapeutique et la prévention, comme les districts de référence à l'heure actuelle.

TRAVAIL

Dans le domaine du Travail, il a été prévu de faire participer toutes les branches du travail à l'activité du Conseil national économique. En 1961, il sera organisé des séminaires groupant les représentants des syndicats et les patrons d'entreprises.

En 1962, des commissions mixtes seront créées pour permettre aux patrons et aux ouvriers de régler leurs conflits.

Dans le domaine syndical, la question de l'assouplissement de la législation régissant les syndicats est à l'étude pour rendre plus rapide la délivrance du récépissé. La politique gouvernementale consiste également à aider au renforcement de la structure des syndicats par l'organisation des séminaires afin de préparer les cadres syndicaux à une meilleure compréhension des problèmes qui les concernent.

Dans le cadre de la promotion ouvrière, des programmes seront mis en œuvre pour aider les ouvriers à se perfectionner dans leur spécialité afin de mieux produire, de gagner davantage et ainsi d'élever leur niveau de vie.

En 1962, un Centre de Productivité verra le jour. Parallèlement des enquêtes de la main-d'œuvre — au rythme d'une enquête, puis de deux enquêtes, puis de 3 enquêtes, enfin de 4 enquêtes par an — seront menées dans le but de mieux connaître la situation de l'emploi et préparer des programmes conduisant au meilleur emploi.

Les allocations familiales ont été largement développées. De 1955 à 1960, les ouvriers réunissant les conditions requises ont touché plus de 700 millions de piastres.

Dans les entreprises agricoles, la réalisation des œuvres sociales telles que logements, écoles, bibliothèques, clubs, maternités, théâtres, etc... a été fortement encouragée.

ACTION SOCIALE

Dans le domaine de l'Action sociale, le problème pour 1961 est la formation des agents sociaux jouissant de statuts séparés pour chaque catégorie de personnel. Une partie de la formation se fera à l'étran-

ger grâce au programme de bourses. Pour 1961, nous formerons 100 assistants et auxiliaires sociaux et nous organiserons 2 stages de perfectionnement pour le personnel du cadre secondaire et pour les agents.

Il sera créé deux centres d'éducation pour enfants infirmes à Saigon et Huê, chargés de recueillir et d'éduquer les enfants sourds, muets, estropiés, etc..., chaque centre pouvant héberger environ 100 pensionnaires.

Des asiles de nuit, des asiles de pauvres seront établis à Saigon et dans la banlieue.

Deux centres de repos seront construits à Huê et à Saigon. De même, la création de nouveaux villages pour lépreux est à l'étude, ainsi que celle d'un organisme de sécurité sociale est également à l'étude.

L'Action sociale dans les Hauts-Plateaux vise à relever le niveau de vie des montagnards, conformément à la politique de montée collective.

A cette fin les habitants sont regroupés dans des agglomérations à accès facile et au sol fertile. Jusqu'à présent, 86 centres de réimplantation ont été établis. Le Gouvernement distribue aux réimplantés des instruments aratoires, des semences, des animaux de labour et construit des postes de secours, des maternités, des marchés.

Il s'agit par l'éducation de préparer les montagnards à la vie moderne. De nombreux centres d'enseignement professionnel ont été créés, tel celui de An-Khê. L'éducation générale a été développée visant la vulgarisation de l'instruction. Dans le cadre de ce programme, il a été créé 191 écoles et 45 pensionnats dans lesquels les montagnards reçoivent nourriture et vêtements.

Le programme de formation des cadres de l'administration a fourni les résultats suivants :

- 3.788 agents administratifs
- 1.561 agents sociaux
- 1.614 agents d'information
- 656 agents de jeunesse
- 208 agents sanitaires
- 208 agents agricoles
- 292 instituteurs.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Dans le domaine de l'économie, j'ai déjà eu à plusieurs reprises l'occasion de vous entretenir de nos problèmes et de nos projets.

Au cours de ces dernières années, nous avons concentré les capacités productives sur les activités agricoles. Dans les années à venir, le développement économique et social connaîtra un rythme accéléré et mettra l'accent sur l'industrialisation qui est en train de s'effectuer et qui se poursuivra longtemps encore dans l'avenir. L'augmentation de la production industrielle sera, en effet, d'autant plus impérieuse que l'aide extérieure est réduite d'année en année. D'autre part, nous nous efforcerons d'accroître la production de combustibles et d'énergie hydroélectrique, et d'intensifier la prospection minière en vue d'exploiter nos ressources naturelles latentes.

Parallèlement à cette industrialisation systématique, nous nous verrons encore dans l'obligation d'augmenter notre production agricole par l'amélioration du rendement, l'extension de la superficie cultivée et la diversification des cultures, ceci pour étaler le taux annuel d'accroissement de la population qui dépasse 2 % par an. Par ailleurs, nous nous devons d'attacher une grande importance aux améliorations rurales car la majeure partie de nos compatriotes vivent de l'agriculture.

Le développement simultané de l'Agriculture et de l'Industrie ainsi projeté aura pour effet d'atténuer le sous-emploi, sinon de réaliser le plein emploi au profit de notre classe laborieuse.

Durant la période écoulée, nous avons réussi à reconstituer et à renforcer l'équipement public. A partir de maintenant, les installations publiques tant rurales qu'urbaines continueront à progresser. Tout particulièrement, l'équipement et le renforcement de notre système de communications terrestres, de nos installations portuaires maritimes et aériennes se poursuivront afin de réaliser l'infrastructure indispensable au développement.

Dans le cadre de notre programme de développement économique et social, la formation des cadres et des techniciens jouera un rôle primordial, comme il en est dans tout pays en voie de développement d'ailleurs, et elle se fera d'après l'expérience que nous pouvons tirer des nations industriellement avancées. Elle nous épargnera un goulot d'étranglement qui résulterait du manque de main-d'œuvre spécialisée et qualifiée, laquelle constitue depuis toujours un facteur essentiel de production. C'est pourquoi, l'enseignement technique sera développé dans toute la mesure du nécessaire et le rapport entre éducation générale et éducation technique sera réexaminé.

Les projets d'éducation dont je viens de parler témoignent de l'effort qui sera fait dans ce sens.

Le développement de l'énergie électrique n'intéresse pas uniquement les industriels, mais aussi la population toute entière.

Grâce à l'heureuse conclusion des accords de réparations de guerre avec le Gouvernement du Japon, les travaux de construction du barrage et de l'usine hydro-électrique du Danhim ont débuté, avec un budget de 38 millions U.S. \$.

Avec le projet du Danhim, d'autres projets de production d'énergie électrique seront réalisés dans la période de 5 ans à venir. A l'heure actuelle, la puissance installée au Viêt-Nam totalise environ 100.000 kwh, ce qui donne une production annuelle d'environ 300 millions de kwh. La consommation d'électricité par tête d'habitant est de 22 kwh par an ; la puissance installée par tête d'habitant est de 8,5 watts.

Tous ces projets à exécuter dans cette période de 5 ans : projet du Danhim, projet d'usine thermique de Nha-Be, usine de Tourane ainsi que les petites usines à diesel dans les provinces, permettront d'accroître la puissance installée de 230.000 kw environ, portant le total à 340.000 kw, ce qui représente 218 % d'augmentation par rapport à la situation actuelle. Ainsi, la puissance installée par tête d'habitant, compte tenu de l'accroissement de la population — la population du Viêt-Nam atteindra vraisemblablement 16 millions d'habitants en 1966 — sera d'environ 20 watts, ce qui signifie un accroissement de 150 % par rapport à la consommation actuelle ; la consommation d'électricité par tête d'habitant à cette même date est estimée à 40 kwh, c'est-à-dire 82 % de plus qu'à l'heure actuelle.

*
* *

Comme chacun le sait, la Chambre de Commerce du Viêt-Nam n'a été créée qu'en 1957. Avant cette date, les intérêts vietnamiens étant sans importance, il n'existait pas d'organisme pour les protéger.

Grâce aux encouragements et à l'orientation donnés par le Gouvernement, nous avons obtenu des résultats dans tous les domaines et la création de la Chambre de Commerce en 1957 en témoigne. Jusqu'alors, il n'existait que la Chambre de Commerce française et la Chambre de Commerce chinoise à Cholon.

Dans le cadre du développement des activités commerciales, industrielles et agricoles, le Gouvernement a accordé un soutien appréciable

aux producteurs par ses organismes de crédit. Le Gouvernement lui-même a dû emprunter pour pouvoir prêter à son tour.

Prenons l'exemple du Crédit commercial du Viêt-Nam, qui a investi dans les usines de fabrication de papier, de sacs de jute ; dans ces entreprises, il s'agit de capital mixte. Mais parallèlement, le Crédit commercial du Viêt-Nam a accordé des prêts pour les industries textiles (cotonnades, soieries) et pour les branches de l'aluminium et des matières plastiques. Le total des prêts atteint 100 millions de piastres et le total des engagements 250 millions.

Le Fonds national d'investissement, qui cesse d'investir en 1957, a prêté à cette date aux rizeries, tissages, sucreries, briqueteries, scieries, 104 millions de piastres. Le Centre de développement industriel, avec une dotation constituée de dons et prêts de l'aide américaine, a apporté son aide à de nombreuses branches d'activité industrielle : le total des prêts qu'il a accordés à ce jour atteint 332 millions de piastres.

Ce que je viens d'exposer ne constitue que les grandes lignes des domaines traités. Je rappelle qu'il y aura encore d'autres conférences de presse analogues à celle-ci. J'ai pris assez de votre temps et je pense que d'autres problèmes pourront être soulevés au cours des prochaines conférences de presse.

Je rappelle que tous mes projets, toute notre activité sont basés sur les principes énoncés dans ma déclaration à savoir le respect de la personne humaine, le développement de la communauté et la montée collective. C'est sur ces trois bases que nous bâtirons l'avenir.

*
* *

QUESTION N° 2 : Monsieur le Candidat présidentiel, dans votre déclaration radiodiffusée, vous faisiez allusion à quelques lacunes dans la réalisation du programme gouvernemental. Pourrez-vous nous dire quelles sont ces lacunes ainsi que les mesures que vous envisagez pour y remédier ?

RÉPONSE : Je rappelle que nous sommes un pays sous-développé, un pays divisé, ayant souffert de nombreuses destructions du fait de la guerre contre le communisme. Une autre source de difficultés est, de la part de certaines personnes, l'ignorance des impératifs de notre situation présente.

Durant les 6 dernières années, nous avons accompli beaucoup de choses mais nous ne pouvions contenter tout le monde. Une lacune

majeure réside dans la situation des cadres, dans le problème du personnel qualifié.

Comme je l'ai dit dans ma déclaration radiodiffusée, quand je pris le pouvoir, la nation traversait de dures épreuves et l'on pouvait s'attendre à de bouleversements dramatiques. J'ai hérité d'une lourde situation. Je ne disposais pas du personnel qualifié indispensable. Ce problème de l'utilisation des compétences a préoccupé les philosophes et les sages. Les anciens disaient : « S'il est difficile d'utiliser les hommes, il est encore plus difficile de s'en débarrasser ». C'est un problème ardu pour les leaders. Il faut pousser, aider les moins compétents à combler leurs insuffisances, à s'améliorer. D'autre part, les nouvelles activités qui incombent au Gouvernement pour créer les structures adéquates exigent davantage encore de personnel qualifié.

Le manque de cadres résulte des désordres de neuf années de guerre. Vous savez dans quel état se trouvait l'éducation durant ces années. Pour remédier à cet état de choses, le Gouvernement développe les programmes d'éducation et de perfectionnement, mais malgré les progrès incontestables, il nous manque toujours de personnel qualifié.

A l'égard des fonctionnaires qui se sont rendus coupables, qui manquent d'esprit de servir, le Gouvernement s'est toujours montré énergique pour les sanctionner.

Dans la répression de la corruption, nous pouvons dire que nous avons obtenu les meilleurs résultats par rapport aux pays sous-développés voisins.

Nous sommes résolus grâce à ce programme et ces moyens à élever le niveau moral de nos services.

La formation des cadres est un problème d'éducation. A cet égard la formation des cadres pour l'administration rurale est d'une grande importance. Jusqu'à présent, l'éducation à la campagne n'était accessible qu'aux enfants des riches. Mais ceux-là, une fois formés, préfèrent aller vivre dans les villes. La campagne ne disposait pas de cadres compétents. Pour changer cette situation, il faut rendre attrayante la vie à la campagne, il faut développer les facilités d'éducation pour que tous puissent s'instruire, il faut fournir à chacun l'occasion de progresser. Il s'agit en somme d'un problème social. Quand la vie à la campagne est attrayante, les éléments capables y resteront et l'infrastructure économique s'en trouvera renforcée.

Le Gouvernement, dis-je, punit sévèrement la corruption et les fautes. Cependant, nous savons que certaines dénonciations sont le

fait de la jalousie, du mauvais vouloir, de la subversion. Si nous nous basons sur les dénonciations calomnieuses pour sévir automatiquement, il y aurait abus de pouvoir. C'est le problème de la protection des droits des individus.

Enfin, je mentionne les rebelles, les saboteurs qui provoquent la répression afin d'accroître le nombre des mécontents et créer des difficultés au gouvernement.

QUESTION N° 3 (posée par le représentant du journal en langue chinoise Luân Dàn) :

Vous avez dit, Excellence, que l'agriculture vietnamienne est la plus mécanisée de tout le Sud-Est Asiatique, pourrez-vous nous donner quelques chiffres à l'appui ?

RÉPONSE : Je disais que les particuliers possèdent 600 tracteurs, sans compter le parc de matériel mécanique du Gouvernement. Nous faisons des efforts pour acheter davantage, réparer et maintenir ces équipements ainsi que les équipements pour les travaux publics. On peut voir cela dans les journaux.

QUESTION N° 4 (journal Le Sông) :

Dans les documents distribués par les autres listes à l'occasion de la campagne électorale, on prétend que le nombre des étudiants faisant leurs études à l'étranger est insuffisant. Cette assertion est-elle exacte ? Et est-ce que le nombre des étudiants qui reçoivent la formation à l'étranger répond aux besoins du pays ?

RÉPONSE : Ce n'est pas seulement maintenant que le problème des études à l'étranger retient mon attention. Avant, il y a trente ans déjà, j'étais de ceux qui encourageaient les études à l'étranger. Je collectais des fonds pour venir en aide aux étudiants. Beaucoup peuvent en témoigner.

L'envoi des étudiants à l'étranger ne pose pas seulement le problème des devises. Il faut voir si la branche d'étude envisagée est utile au pays, si l'étudiant est qualifié pour retirer un profit de son séjour à l'étranger. Nous n'avons aucun intérêt à favoriser les séjours indûment prolongés à l'étranger. Il y a enfin le problème de la connaissance de la langue du pays où l'étudiant fera ses études.

Le gouvernement a beaucoup fait pour aider les étudiants. L'année passée, les transferts en leur faveur se sont élevés à 77 millions de piastres, ce qui au taux officiel de change équivaut à 2.200. 000 U.S. \$ ou 1 milliard 78 millions de francs français.

En ce qui concerne les bourses universitaires offertes par les pays et organisations amis, je vous assure qu'elles ont été toutes utilisées, qu'il n'y a aucune bourse qui n'ait été attribuée.

Je mentionne le cas un peu spécial des bourses de perfectionnement technique destinées aux fonctionnaires et exigent un niveau de formation élevé. Il arrive que quelque-unes ne soient pas utilisées à cause de la méconnaissance de la langue étrangère ou de l'indisponibilité des fonctionnaires, retenus dans le pays par des tâches plus urgentes.

En outre, le gouvernement doit lutter énergiquement contre le recrutement, par les entreprises étrangères, de nos diplômés. La formation d'un technicien demande beaucoup de sacrifices et de nombreuses années, s'il ne rentre pas au pays, ce serait une perte importante. Nous avons réussi à trouver des solutions et des garanties pour que nos diplômés reviennent servir le pays.

Enfin, comme notre pays est sous-développé et dévasté, les agents communistes ne manquent pas de distiller leur propagande parmi nos étudiants, nous devons lutter contre cette propagande pour préserver nos étudiants.

QUESTION N° 5 : Monsieur le Candidat présidentiel, vous avez déclaré que la démocratie consiste à fournir à tous une chance égale de promotion. Pourriez-vous nous dire ce qui a été fait en vue de la réalisation de cet objectif ?

RÉPONSE : Il y a 3 ans, dans mon message à l'Assemblée Nationale, je disais que l'édification de la démocratie politique exige d'abord l'édification de l'infrastructure d'une économie démocratique.

A cet effet, le Gouvernement a réalisé de grands projets, destinés à créer les conditions favorisant le plein épanouissement de la personne humaine. On parle d'égalité ; mais l'égalité de droits suppose d'abord l'égalité des conditions matérielles de vie ; sans une propriété de base pour assurer la subsistance de sa famille, comment l'individu peut-il préserver sa liberté ?

Les grands projets devront justement améliorer les conditions de vie. Je cite par exemple le Crédit agricole et le Développement agri-

cole. Au Centre-Viêt-nam, chaque famille ne dispose que de quelques « sào » de terre, c'est-à-dire absence de garantie pour la vie. C'est la raison d'être du programme de développement agricole pour fournir à ces familles de la terre en quantité suffisante. J'ai préparé à votre intention une carte montrant les réalisations du développement agricole.

Vous connaissez également les agglomérations charnières rurales ; c'est le début d'un programme plus vaste visant à créer des cités en pleine campagne.

La diffusion des connaissances techniques, le développement de l'artisanat, la construction des hôpitaux devront contribuer à l'amélioration des conditions de vie.

Je mentionne enfin le programme de développement communautaire, à travers lequel la population apporte sa contribution volontaire à l'édification de l'infrastructure économique du pays, par exemple les voies de communication.

En résumé : amélioration des conditions d'existence pour la population, respect de la personne humaine, promotion collective. Il faut créer des conditions telles que l'individu puisse jouir des droits et prérogatives de la démocratie.

QUESTION N° 6 (Journal A-Châu) :

Le Viêt-Nam est un pays sous-développé. Grâce à votre leadership et aux efforts de la nation, nous avons accompli beaucoup de progrès en 5 ans. Je pense que nous devons, à l'occasion des élections, inviter beaucoup d'étrangers à venir voir le pays. J'ai entendu dire cependant que ceux qui désirent visiter le Viêt Nam se heurtent à certaines difficultés. Cela est-il exact ? Par ailleurs, 1961 est l'année du tourisme dans le Sud-Est Asiatique. Que comptez-vous faire pour attirer les touristes ?

RÉPONSE : En ce qui concerne le tourisme et l'entrée au Viêt Nam, vous savez que des formalités restrictives avaient été prises durant les années de guerre, parce que certains étrangers, venus en touristes ou en transit, se livraient dans ce pays à des spéculations sur les devises ou autres activités illicites. Ces formalités ont été abolies.

Chaque jour, nous voyons venir davantage de touristes. Le développement du tourisme est lié à l'aménagement du territoire, à la création des sites attrayants. Au cours de mes tournées, j'ai toujours recommandé d'aménager les sites touristiques.

Quant à votre suggestion d'inviter la presse étrangère à venir observer le déroulement des élections, c'est chose faite depuis deux semaines ; toutes les facilités sont accordées aux correspondants de presse qui désirent se rendre au Viêt Nam.

QUESTION N° 7 (Journal A-Châu) :

L'année dernière, j'ai eu l'honneur d'être à vos côtés lors de la visite du Centre de développement agricole de Binh Tuy. Vous déclariez alors à la presse que vous étiez toujours prêts à accueillir ses suggestions constructives. Nous y avons trouvé un grand encouragement. En cas de réélection, quelles mesures prendrez-vous pour permettre à la presse de bénéficier fréquemment de ces contacts ?

RÉPONSE : Mon invite, formulée lors de la visite de Binh Tuy, reste valable.

**PROGRAMME D'ACTION DANS LES DOMAINES :
DEFENSE NATIONALE, POLITIQUE EXTERIEURE
ET INTERIEURE, EQUIPEMENT DU TERRITOIRE,
AGRICULTURE, INDUSTRIALISATION...**

(Publié le 1^{er} avril 1961)

Au cours de ma conférence de presse du 23 mars, j'ai eu l'occasion d'évoquer les réalisations de mon Gouvernement et de présenter le programme d'action pour les années prochaines dans les domaines économique, social et culturel.

Aujourd'hui, par voie de presse, je désire exposer d'autres parties de ce programme et apporter quelques précisions sur des points importants du domaine économique.

DEFENSE NATIONALE

Après la signature des Accords de Genève, les autorités françaises persistaient à revendiquer le haut-commandement des Forces armées en Indochine. L'Armée nationale n'était alors qu'au stade d'une ébauche ; en outre les services logistiques centraux étaient à l'état embryonnaire.

Le Gouvernement a résolu rapidement la question du retrait du Corps expéditionnaire ; en même temps, il a unifié les forces armées et leur a insufflé un idéal élevé ; en un mot, il a créé une armée véritablement nationale.

Une profonde réorganisation a été accomplie :

— De grandes unités ont été constituées. Auparavant seulement composée de bataillons, l'Armée nationale est maintenant organisée en divisions et en corps d'armée.

— Les Armes et les Services ont été renforcés aussi bien en qualité qu'en quantité.

Le Service de l'Intendance assure l'habillement avec la création d'un centre de confection produisant 1.300.000 costumes par an, ce qui permet une économie de 70 millions de piastres ; il fournit des rations fabriquées à partir de produits locaux, qui ne coûtent que 46 \$ au lieu de 150 \$ auparavant ; il peut parachuter 100 tonnes par jour pour ravitailler les postes isolés. De nombreux dépôts ont été créés.

Le Service du Matériel administre pour environ 50 millions de dollars de matériel nécessaire aux 150.000 hommes de l'Armée. Ses ateliers peuvent non seulement réparer les armements et les véhicules mais encore les remettre entièrement à neuf.

Le Service des Transmissions équipe toutes les unités en télétypes et en appareils SSB (Single Side Band) qui permettent de relier en phonie tous les points du territoire à Saïgon.

Les unités de combat, dotées d'un armement et d'équipements modernes, se développent progressivement. Les unités de commando récemment créées ont été initiées aux méthodes particulières de l'anti-guérilla.

La Marine Vietnamiennne s'acquitte, sans relâche, de sa mission de protection de la navigation sur les cours-d'eau et de surveillance des eaux territoriales le long des 2.000 kilomètres de côtes.

L'Aviation s'est développée et a organisé des groupes de chasse, de transports et d'hélicoptères. Les pilotes ont acquis les qualités requises de précision et de dextérité. L'activité des forces aériennes s'est accrue de 300 % par rapport à la situation d'il y a 3 ans.

La revalorisation des militaires de tous grades et de toutes les Armes ainsi que l'accroissement de leur capacité technique constituent un objectif primordial de toutes les forces armées. A cet effet, nous disposons à l'heure actuelle de 14 écoles militaires et de 6 centres d'entraînement.

Tout particulièrement, l'école des Officiers d'Active a été transformée en Académie Nationale militaire, ce qui la met sur le même plan que les grandes écoles militaires étrangères. Avec un programme de formation de 4 ans qui accorde une égale importance à l'instruction militaire et à la formation culturelle, l'Académie Nationale militaire, rehaussant la carrière d'officiers, attire chaque année l'élite de la jeunesse.

Toujours dans le cadre du perfectionnement, 4.000 militaires de toutes armes et de tous grades ont bénéficié à ce jour de stages à l'étranger.

Notre Armée est devenue une Armée révolutionnaire qui s'intègre dans la vie du peuple et joue un rôle primordial dans l'œuvre de reconstruction nationale.

Répondant aux nécessités imposées par la condition de sous-développement du pays, l'Armée, devenant polyvalente, participe activement au développement national dans tous les domaines.

Les combattants de la République contribuent de façon déterminante au développement économique, particulièrement dans l'amélioration de l'agriculture et l'édification de l'infrastructure économique. Ainsi, outre l'aide apportée aux services publics civils, l'Armée a construit 19 routes nouvelles totalisant 540 km, réparé 15 routes d'une longueur de 225 km, monté 299 ponts mesurant au total 5.781 m, creusé de nombreux canaux et bâti 20 terrains d'aviation permettant la liaison entre la capitale et les régions les plus éloignées.

L'Armée participe également au développement culturel en construisant des écoles et aide la population en toutes circonstances.

D'autre part, dans son action contre l'ennemi communiste, elle a amélioré ses méthodes de combat pour s'adapter à la « guerre révolutionnaire ».

Le Gouvernement a pris de nombreuses mesures pour améliorer la vie matérielle, sociale et spirituelle des militaires, afin qu'ils puissent occuper avec dignité leur place dans la communauté nationale.

91 écoles primaires, 16 classes secondaires, 10 bibliothèques fixes et mobiles leur donnent toutes facilités pour s'instruire et se perfectionner.

Le sport militaire fait des progrès constants.

De nombreuses œuvres sociales ont été réalisées dans le but d'élever le niveau de vie des militaires et de leurs familles : construction de camps de mariés qui favorisent la vie en famille, tout en réduisant les dépenses ; prestations en nature, notamment de riz et de thé ; organisation de coopératives vendant à bas prix les denrées alimentaires... Le service social de l'Armée assiste activement les militaires et veille à l'éducation de leurs enfants. En outre, les anciens combattants, les invalides, les blessés, les orphelins, les veuves reçoivent une assistance appropriée.

Dans les prochaines années, le Gouvernement continuera à approfondir la technique, moderniser l'organisation et développer l'entraînement, afin de renforcer l'Armée toujours davantage.

JUSTICE

Dans le domaine de la justice, notre programme prévoit l'installation :

a) de nouveaux tribunaux dans les provinces de Binh-Long, Binh-Tuy, Kiên-Phong, Châu-Dôc.

b) des justices de paix de district, qui, par leur rôle conciliateur, seront d'une grande utilité pour la population.

c) de nouveaux organismes auxiliaires (Bureau de notaire à Nha-Trang, études d'huissier dans les provinces non encore desservies, greffiers en chef cumulant les fonctions de notaires).

Les bureaux de notaire et du casier judiciaire seront dotés de moyens modernes pour le classement et la conservation des archives.

La qualité du personnel des tribunaux sera améliorée par les cours de perfectionnement obligatoires. Les nouveaux magistrats suivront des cours de formation professionnelle assurés par des magistrats expérimentés et feront un stage de 2 ans dans les tribunaux.

En vue de l'unification des lois disparates existantes, deux commissions sont prévues pour la rédaction du Code Civil et du Code de procédure pénale.

REORGANISATION DES SERVICES PUBLICS

Depuis 1954, des mesures ont été prises pour organiser et améliorer les services publics. Ces mesures ainsi que celles qui les compléteront, visent à réaliser les objectifs suivants :

I. — *Organisation des services.*

— Création dans différents domaines, de nouveaux organismes nationaux, indispensables à la vie d'un Etat indépendant.

— Rationalisation de l'organisation des services tant centraux que régionaux par l'adoption d'une organisation-type qui déterminera nettement les rouages de différents échelons : Direction générale, Direction, Service, Bureau, Section...

— Simplification des organismes administratifs : La Direction générale de la Fonction publique et la Direction générale du Budget exercent un contrôle permanent afin d'éviter la création des services inutiles ou à double emploi, d'assurer une plus grande célérité dans le fonctionnement des services et d'économiser les deniers publics.

— Amélioration des services spécialisés, si nécessaires dans un pays tel que le nôtre (Crédit commercial, Crédit agricole, Développement agricole, Chemin de fer, Transports aériens).

— Introduction dans les Services des Contributions directes, des Douanes, de la Banque Nationale, de la Direction Générale du Budget de l'usage de la mécanographie en vue de rendre plus rapides et plus précises les opérations de liquidation.

II. — *Fonctionnement et contrôle.*

— Organisation des séminaires permettant l'échange d'idées entre les commissions ou comités.

— Renforcement du contrôle par la mise sur pied ou la réorganisation des organismes chargés spécialement de l'inspection des services :

a) corps d'inspecteurs propres à chaque branche d'activité (Finances, Agriculture, Instruction publique, Santé, Douanes, Développement agricole, Information, Dépenses militaires).

b) corps d'inspecteurs des Affaires Administratives et Financières, rattaché directement à la Présidence de la République et chargé de l'inspection générale.

— En dehors de ces organismes permanents, il convient de mentionner aussi les commissions d'inspection créées pour les cas spéciaux.

La plus grande importance est attachée à l'organisation et au renforcement des corps d'inspecteurs, car leurs fonctions requièrent, pour être bien remplies, de multiples conditions : en dehors des conditions de moralité, de diplôme, de compétence et d'expérience, les inspecteurs doivent avoir exercé des fonctions antérieures importantes et appartenir à un grade élevé pour pouvoir contrôler efficacement

le travail du personnel des divers échelons. Sous le protectorat français, nos compatriotes n'étaient admis qu'à des emplois de sous-ordre : aussi est-il malaisé pour nous, à l'heure actuelle, de trouver des personnes remplissant les conditions ci-dessus.

III. — *Formation du personnel :*

— Création de l'Institut National d'Administration chargé de former les cadres dirigeants pour l'Administration et d'organiser les cours de perfectionnement pour les fonctionnaires.

Les étudiants reçoivent une formation variée comportant la préparation militaire, les études politiques, administratives et financières autant de conditions que doivent remplir les fonctionnaires d'autorité d'une administration moderne. Jusqu'ici huit promotions ont fourni 294 diplômés dont la plupart sont affectés en provinces. L'effectif des élèves suivant actuellement les cours atteint 194.

Il a été organisé jusqu'ici onze cours de perfectionnement pour les fonctionnaires des cadres secondaires et subalternes.

Devant les progrès réalisés au Viêt-Nam dans le domaine des études administratives, l'Institut National d'Administration s'est vu confier par les pays du Sud-Est Asiatique les travaux de recherches et de documentation sur les questions de politique, d'administration, d'économie..., présentant un intérêt commun pour la région (Eropa : Eastern Regional Organization for Public Administration).

Par ailleurs, il y a lieu de tenir compte des innovations ci-après :

— Création des Ecoles Supérieures pour la formation des spécialistes des cadres supérieurs : Pédagogie — Agriculture, Forêt et Elevage — Architecture — Electricité — Arts Industriels — Santé...

— Ouverture des cours pour la formation des cadres d'exécution pour les différentes branches (tenue des archives, organisation des bibliothèques, comptabilité, perception des impôts, santé publique, cadastre, statistiques, budget, etc...) : 154 cours ; 16.500 élèves.

— Envoi des fonctionnaires pour des stages de perfectionnement à l'étranger, dans le cadre des programmes d'aide étrangère (Aide Américaine — Plan de Colombo — aide de l'O.N.U. et des pays amis). Ces stages qui varient de quelques mois à deux ans sont effectués tant en Europe, en Amérique que dans les pays du Sud-Est Asiatique (en tout 23 pays). De 1956 à ce jour, 1.575 fonctionnaires ont bénéficié de cette mesure, sans compter les délégations envoyées aux fins d'études

ou d'observation à l'étranger pour une durée allant de quelques semaines à quelques mois.

Grâce aux efforts entrepris par le Gouvernement pour les améliorer et les moderniser, nos services publics font montre déjà d'une efficacité égale sinon parfois supérieure à celle des Services similaires de la plupart des autres pays du Sud-Est Asiatique. La confiance qu'ils inspirent a amené un grand nombre de techniciens vietnamiens ayant reçu leur formation dans les pays étrangers à revenir au pays. Depuis l'instauration de la République, 325 étudiants et techniciens vietnamiens diplômés de l'enseignement supérieur sont rentrés de l'étranger. Certains ont même quitté les entreprises étrangères qui les employaient pour revenir servir le pays.

INTERIEUR

1° En vue de favoriser le développement des diverses activités nationales et de mieux servir la population, surtout sur le plan de la mise en valeur du pays, de nouvelles unités administratives ont été créées :

10 provinces

52 districts.

a) *Perfectionnement des fonctionnaires.*

2° Dans les centralisations, tous les fonctionnaires des cadres secondaires administratifs ont participé à des cours pratiques de perfectionnement, organisés en 3 sessions de 1957 à 1959.

En provinces, des cours de même genre ont également été organisés à l'intention du personnel administratif.

En 1959-1960, le Secrétariat d'Etat à l'Intérieur a envoyé à l'étranger de nombreux fonctionnaires suivre des stages de perfectionnement en matière d'administration publique et d'économie ; d'autres envois sont prévus pour les années prochaines.

En particulier, un grand nombre d'agents de Police et de Sûreté ont été envoyés dans divers pays (Etats-Unis d'Amérique, Philippines, Singapore, Malaisie, Hongkong) pour des stages de perfectionnement et d'étude intéressant différentes branches de l'Administration : Police administrative, police scientifique, police des frontières, statistiques policières, police de la circulation, police-secours, police spéciale, en-

quêtes judiciaires, archives, transmissions, identité, administration du personnel, méthode d'entraînement, immigration, etc...

Le nombre de ces stagiaires s'est élevé à : 21 en 1955, 65 en 1956, 78 en 1957, 90 en 1958, 101 en 1959 et 95 en 1960. Ce programme sera poursuivi.

Avant 1955, les Services de Police et de Sûreté ne disposaient d'aucun centre d'instruction pour la formation professionnelle du personnel, en dehors d'une petite école de police à Dakao où l'on donnait une formation élémentaire à un petit nombre d'agents de police de la Préfecture (quelques dizaines d'agents par cours).

Depuis 1957, il a été créé :

- 1 école du 1^{er} degré à Rach-Dua,
- 1 centre d'instruction et de perfectionnement à Saigon,
- 2 écoles du 1^{er} degré au Centre Viêt-Nam et dans les Hauts-Plateaux.

L'école de Rach-Dua vise à inculquer au personnel des notions de base sur la police judiciaire, l'information secrète, l'usage des armes à feu. Ce cours est obligatoire pour tous les agents d'exécution. Jusqu'à présent 3.250 agents y ont été formés.

Le Centre d'Instruction et de Perfectionnement de Saigon a pour mission de donner une formation professionnelle au personnel dirigeant. Jusqu'à présent, 600 fonctionnaires ont suivi avec succès des cours en matière de justice, information, contre-espionnage, identité, archives, transmissions, sténographie, langues étrangères, police scientifique, police de la route, etc... L'enseignement distribué dans ce centre porte également sur la psychologie et la technique du commandement.

Les services de police et de sûreté ont recruté et recruteront encore de jeunes gens ayant un niveau d'instruction élevé (licenciés, bacheliers) ; la création d'un cours de hautes études de police soit au sein de l'Institut National d'Administration soit à l'Université de Saigon est envisagée.

La question des indemnités de risques à accorder aux agents de la police et de la sûreté est également à l'étude.

b) *Formation des cadres pour l'administration communale.*

La majorité des cadres de l'administration communale a suivi des cours de formation portant sur les matières suivantes : administration

publique, impôts et taxes, police judiciaire, afin de pouvoir remplir convenablement leurs fonctions et servir efficacement la population.

Le nombre des agents communaux ayant suivi avec succès les cours de formation s'élève à 7.022, soit 90 % de l'effectif des cadres de l'administration communale.

Ces cours de formation continuent à fonctionner. On a formé d'autre part un certain nombre de cadres suppléants destinés à remplacer les titulaires en cas de besoin.

c) Il a été prévu l'ouverture de nouveaux centres de perfectionnement.

Afin de pousser plus activement le perfectionnement professionnel des cadres, il a été construit :

1 Cercle de perfectionnement bien équipé au Département de l'Intérieur.

6 centres de perfectionnement dans les provinces de Long An, Khanh Hoa, Phong Dinh, Thua Thiên, Darlac, Bien Hoa.

On prévoit 15 nouveaux centres pour les années à venir.

3° Le programme de réformes du Gouvernement comporte entre autres, le rétablissement des Conseils provinciaux et l'élargissement des conseils communaux.

Dans plus de la moitié des Conseils communaux, on voit déjà siéger un représentant des organisations de jeunesse ; tous les autres conseils communaux en seront pourvus sous peu.

4° Le service de télécommunications dépendant du Secrétariat d'Etat à l'Intérieur est chargé de l'organisation et du fonctionnement du service Central des transmissions, des bureaux de transmissions des Phàn et des Khu, des postes de transmissions provinciaux et de district ainsi que des postes de transmissions de la garde civile.

5° Il a été décidé de remettre aux citoyens des deux sexes ayant atteint 18 ans, de nouvelles cartes d'identité établies sur papier fort et protégées par une enveloppe en matière plastique, en échange des cartes d'identité « ancien modèle » dont la manipulation présente des inconvénients.

La délivrance de ces nouvelles cartes d'identité, déjà effectuée dans un certain nombre de provinces, est en cours à Saigon. Elle sera

entreprise sous peu dans les autres villes et provinces du Viêt Nam et prendra fin en 1962.

POLITIQUE FINANCIERE

La politique financière doit reposer sur les considérations de fait suivantes :

— Les dépenses pour la défense et la sécurité doivent être augmentées alors que l'aide extérieure subit une diminution.

— Il importe de provoquer de nouveaux investissements de capitaux, car :

— il s'avère nécessaire d'accroître la production intérieure afin de remédier à la pénurie de devises,

— les projets d'investissements industriels (cimenterie, charbonnages, raffinerie de sucre, industries nouvelles...) requièrent près de 5 milliards de piastres (en piastres et en devises étrangères).

C'est pourquoi les objectifs primordiaux doivent être les suivants :

a) Réaliser des économies dans les branches où des améliorations ont été obtenues, et qui de ce fait n'ont plus besoin de soutien ;

b) Amélioration du système fiscal pour :

— réaliser la justice fiscale, soutenir les classes laborieuses, encourager les investissements pour la production ;

— trouver de nouvelles ressources pour l'Etat, sans demander des sacrifices trop lourds de la part de la population ;

— arriver à une perception plus efficace.

Pour atteindre ces objectifs, les mesures suivantes ont été mises à exécution :

a) Certaines taxes ont été supprimées ou allégées ; les produits de luxe importés sont lourdement taxés ; la taxe des spectacles est portée à 40 %.

b) Les contributions directes et indirectes ont fait l'objet d'une réétude au point de vue du taux et de l'assiette.

A l'heure actuelle, la contribution des citoyens vietnamiens aux charges publiques ne s'élève qu'à 10 % alors que dans maints pays

d'Europe et du Sud-Est Asiatique, ce pourcentage est de l'ordre de 12 % à 30 %.

L'impôt sur les revenus des particuliers ne dépasse pas 16 % ; ce taux est plus bas que celui appliqué dans les autres pays.

c) Sont à l'étude :

— l'impôt de patente : simplification de l'imposition en prenant pour base le chiffre d'affaires au lieu d'appliquer le mode d'assiette actuel très compliqué et susceptible de donner lieu à des abus.

— l'impôt sur les revenus, les traitements et salaires ainsi que l'impôt général sur le revenu. Ces impôts seront réorganisés de manière à les rendre plus rationnels et à permettre une perception rapide.

— la taxe de production et les droits de douane : les produits de luxe payeront des taxes élevées ; les entreprises nouvellement établies grâce à un effort d'investissement bénéficieront de dispenses ou de taux modérés.

d) la perception sera mécanisée afin de permettre l'établissement rapide des rôles et d'éviter les fraudes. Le Viêt Nam figure en tête des pays du Sud-Est Asiatique pour l'utilisation de la mécanographie, l'organisation du travail et la formation du personnel spécialisé dans cette branche.

AFFAIRES ETRANGERES

Nos relations avec les autres pays portent la marque de notre doctrine du personnalisme, du développement communautaire et de la montée collective.

— Nous sommes pour l'indépendance et la liberté des peuples, parce que seules l'indépendance et la liberté permettent à ces peuples d'assurer le respect de la personne humaine, de réaliser le progrès économique et la montée collective.

C'est la position que nous avons prise dans l'affaire de Suez. Au sujet de l'Algérie, notre position est la même.

Toujours attachés à l'idéal de paix, nous souhaitons que les problèmes d'indépendance nationale soient résolus pacifiquement.

— Nos relations avec les grandes puissances du Monde libre sont basées sur les mêmes principes ci-dessus. Le point particulier sur lequel nous tenons à insister, c'est la nécessité d'apporter plus d'équité

dans les échanges de produits manufacturés et de biens d'équipement contre les matières premières.

EQUIPEMENT DU TERRITOIRE

En vue de sortir le Viêt Nam de son état de pays sous-développé, il nous importe tout d'abord de jeter les fondements d'un programme de développement rationnel ; et les fondements qui s'imposent à nous, justement parce qu'ils influent de la façon la plus décisive sur le développement et parce qu'ils sont les plus longs à établir, sont bien l'infrastructure des équipements publics : communications, hydraulique agricole, énergie et commodités indispensables à la vie collective.

Le programme quinquennal concernant ces équipements publics, a pour objet de permettre au Viêt Nam de rattraper le niveau de développement, sinon des pays très avancés d'Europe ou d'Amérique, du moins de certains pays d'Asie, tels que l'Inde, la Malaisie, la Thaïlande, ou Taiwan.

A. — Equipement des zones rurales

a) Le programme d'équipement des zones rurales vise les objectifs suivants :

— Améliorer le rendement des régions déjà mises en culture par la fourniture d'un volume d'eau suffisant en temps opportun.

— Contribuer au plan de diversification des cultures en vue d'augmenter le revenu national et le revenu individuel dans les régions disposant de sols favorables.

b) Ce programme prévoit les travaux et réalisations ci-dessous :

En 1961 :

Etude des projets d'hydraulique agricole d'envergure suivants :

— Bassin de Thua Thiên : maîtrise du niveau d'eau en période d'inondation et protection contre l'eau salée en période de sécheresse, pour améliorer le rendement sur une superficie de 24.000 ha.

— Bassin du Sesan (Kontum — Pleiku) : utilisation de l'énergie électrique produite à Yali pour pomper et mettre en réserve l'eau,

en vue d'augmenter la superficie cultivable dans les Centres de développement agricole des provinces de Kontum et Pleiku (10.000 ha.).

— Bassin de La Nga : maîtrise du niveau d'eau de la région de Tanh Linh et développement de la culture de la canne à sucre et du riz à haut rendement.

— Projet de Phan Rang, en connexion avec le projet du Danhim.

En 1962 :

— Commencement des travaux dans les bassins de Thua Thiên et de La Nga.

— Etude des projets de My Phuoc, 14.000 ha. (Ba Xuyên) et de Quang Lô/Phung Hiêp 400.000 ha. (Ba Xuyên).

— Commencement des travaux du projet de Phan Rang, 16.000 ha. (Ninh Thuân) : utiliser le volume d'eau du Barrage du Danhim pour accroître la quantité d'eau disponible dans le Bassin du Sông Cai, afin d'augmenter la superficie cultivable et d'améliorer le rendement des superficies déjà cultivées.

En 1963 — 1964 et 1965 :

— Commencement des travaux du projet de My Phuoc (Ba Xuyên).

— Etude et exécution du projet du Srepok, 16.000 ha. (Banme-thuot).

— Etude et exécution du projet de Batri (Truc Giang) : amener l'eau douce et construire un système de digues de protection contre l'eau salée.

— Etude et exécution du projet de Go Công, 50.000 ha. (Long An) : Amener l'eau douce du Mékong et construire un système de digues de protection contre l'eau salée.

— Etude et exécution du projet de Camau, 20.000 ha. (An Xuyên) : Amener l'eau douce par le Canal de Quang Lô/Phung Hiêp et construire un système de digues et barrages de protection contre l'eau salée.

— Etude et mise à exécution du projet de maîtrise du niveau d'eau dans la région de Đông Thap Muoi.

B. — *Équipement des villes et des zones à population dense*

a) Le programme d'équipement des villes et des zones à population dense vise les objectifs suivants :

— Fournir le minimum de commodités nécessaires à la vie collective : électricité, eau, hygiène publique, etc...

— Eriger des installations publiques : édifices publics, hôpitaux, habitations à bon marché.

— Etablir un système minimum de routes et de canaux et améliorer les modes de transport en commun.

b) Ce programme prévoit les travaux et réalisations ci-après :

— Energie électrique : le plan général d'équipement électrique, exposé à part, prévoit notamment l'électrification de 50 localités.

— En matière d'approvisionnement en eau potable et d'hygiène publique, il faut mentionner en premier lieu le projet de ravitaillement de Saigon-Cholon en eau potable : on captera l'eau du Dong Nai pour la filtrer à Thu Duc et la distribuer ensuite à la population de Saigon-Cholon et des environs. Par jour, 450.000 m³ d'eau seront fournis, portant la dotation actuelle de 70 litres à 250 litres par habitant (accroissement 250 %). Le projet sera mis à exécution en 1961 et entièrement réalisé en 1964. Un autre projet a été prévu pour les chefs-lieux de provinces et de districts, en vue d'accroître le volume d'eau potable de manière que chaque habitant dispose d'un minimum de 100 litres par jour.

— Pour les transports en commun, à Saigon, la Régie des autobus augmentera d'année en année le nombre de ses véhicules. Le réseau d'exploitation des autobus sera développé à partir de la banlieue de Saigon, dans un rayon de 30 km, vers les agglomérations nouvellement formées, le long des principaux axes routiers (Saigon — Bien Hoa, Saigon — Lai Thiêu — Thudaumôt, Saigon — Tân An...). On mettra seulement de 15 minutes à 1 demi-heure pour aller de Thu Duc, Lai Thiêu, Hoc Môn, Go Den... au Centre de Saigon, c'est-à-dire moins de temps que pour se rendre maintenant de Saigon à Cholon.

C. — *Équipement des réseaux des communications*

1° *Routes et ponts.*

De 1955 à ce jour, les destructions causées par la guerre ont été réparées en même temps que des routes nouvelles ont été construites.

Les travaux des années à venir comprennent principalement l'élargissement et l'asphaltage des routes existantes, la construction du pont de My Thuân sur le Mékong et de 2.000 km de routes provinciales nouvelles.

2° *Navigation maritime.*

Dans les 5 années à venir, le Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics s'attachera à développer les ports naturels du Viêt Nam tels que Tourane, Qui Nhon, Cam Ranh, Nha Trang, port Dayot, etc... suivant le rythme du développement économique de l'arrière-pays, développement que la création d'un complexe industriel à Tourane, d'une raffinerie de pétrole à Nha Trang, et des centres de développement agricole dans le bassin du Sesan et dans la province de Kontum permet de prévoir.

3° *Chemins de fer.*

Après 3 années d'efforts, la ligne trans-viétnamienne a été complètement rétablie le 7 août 1959 jusqu'au 17° parallèle, marquant ainsi une étape importante dans l'œuvre de reconstruction de l'infrastructure économique du pays.

Les chemins de fer du Viêt Nam se préparent à doubler leur activité de façon à porter à 170.000 tonnes le tonnage transporté et à 600.000 personnes par an le nombre des voyageurs d'ici 5 ans.

4° *Postes et télécommunications.*

De 1955 à ce jour, en dehors du rétablissement du réseau postal dans tout le pays, l'Administration des Postes et Télécommunications a enregistré à son actif de notables réalisations, à savoir : installation de nombreuses nouvelles lignes de téléphone automatique, établissement de 41 liaisons radiotéléphoniques intérieures et de 16 liaisons internationales.

Cette Administration a mis au point les projets suivants qui seront réalisés dans les 5 années à venir :

— établissement d'un réseau de téléphone automatique dans 21 chefs-lieux de provinces et parachèvement des liaisons par micro-ondes entre les provinces.

— parachèvement des liaisons par télétypes avec les provinces.

Dans les 2 années à venir, le réseau postal sera étendu jusqu'aux villages et le transport du courrier postal sur l'ensemble du territoire sera amélioré de façon définitive.

AGRICULTURE

Au cours de la période écoulée, toutes les activités des Services agricoles visaient deux objectifs:

- 1° Accroître la production pour faire face aux besoins pressants en produits agricoles et en devises.
- 2° Réunir une documentation de base, indispensable à l'établissement d'un programme rationnel et à longue échéance pour le développement de l'agriculture.

Le premier de ces objectifs a été atteint, ainsi que l'attestent le volume des produits agricoles exportés et le fait que les besoins de la consommation intérieure ont été pleinement satisfaits.

Durant cette même période, nous avons pu réunir une documentation susceptible de servir de base pour l'élaboration d'un programme de développement agricole efficace, rationnel et libéré des handicaps laissés par l'ancien régime ou dus au manque de compétences techniques.

Par ailleurs, nous connaissons par expérience l'instabilité du marché des produits agricoles. En conséquence, il importe à un pays peu développé et peu étendu comme le Viêt Nam de doter son appareillage de production d'une souplesse particulière par rapport aux différentes espèces à cultiver.

En considération de ce qui précède, le programme de développement agricole, pour la nouvelle étape, doit avoir pour objectifs :

- 1° accroissement de la production ;
- 2° assouplissement de l'appareillage de production ;
- 3° recherche de la maîtrise des conditions de production au double point de vue technique et économique.

Ce programme réservera une place particulière aux plans d'action ci-après :

- a) maîtrise de l'eau ;
- b) diversification des cultures ;

- c) accroissement de la productivité ;
- d) organisation des agriculteurs ;
- e) protection des récoltes ;
- f) protection de l'élevage ;
- g) élevage semi industriel ;
- h) reboisement et industrie du bois.

Dans le domaine de l'agriculture et du développement agricole, poursuivant le programme actuel et nous basant sur l'expérience acquise, nous augmenterons les superficies cultivées et orienterons la production agricole de manière à consolider ce secteur-clé de notre économie, tout en élevant le revenu des agriculteurs.

En ce qui concerne les superficies à mettre en valeur, le programme de développement agricole avec les moyens dont nous disposons dans les conditions actuelles, permettra le défrichement de 350.000 hectares soit en moyenne 70.000 hectares par an. Dans les zones déjà cultivées, les travaux d'hydraulique et la pratique de la double récolte auront pour effet d'augmenter les superficies exploitées de 200.000 hectares.

Les superficies nouvellement acquises seront consacrées à la culture du caoutchouc (100.000 ha.), de la canne à sucre, du keenaf (20.000 ha.), du coton (5.000 ha.), du laquier (2.000 ha.), du tabac (5.000 ha.), du maïs, de la patate, de l'arachide (120.000 ha.), des arbres fruitiers, du riz et des plantes fourragères, du cocotier (11.000 ha.), du thé et du café (2.000 ha.).

Quant à l'orientation de la production, le plan de diversification des cultures tiendra compte à la fois des impératifs de l'économie nationale et des intérêts des agriculteurs.

Dans 5 ans, la production de paddy sera accrue de 800.000 tonnes ; mais il ne faut pas oublier qu'au bout de la même période, avec le rythme d'accroissement actuel de la population, la consommation intérieure de riz demandera 300.000 nouvelles tonnes. Des efforts seront faits pour parvenir au taux moyen de productivité de plus de 2 tonnes par hectare. Le surplus exportable annuel pourra alors atteindre de 500.000 tonnes à 750.000 tonnes.

La culture du caoutchouc ne donne des résultats qu'après 7 ou 8 ans. Grâce aux efforts des années passées et aux méthodes d'exploitation scientifique nous espérons pour 1965 avoir une production de 15 % supérieure à la production actuelle. Point à retenir : nous avons

pu écarter la perspective d'une chute de la production, chute tant redoutée par les experts en 1954-1955.

Avec le développement actuel de la culture du maïs, malgré une augmentation de la consommation intérieure, nous disposons chaque année de 50.000 tonnes de maïs roux pour exporter sur les marchés qui réclament cette variété.

La culture des plantes vivrières secondaires telles que patate, haricots... se développe avec les centres de développement agricole, car les réimplantés de ces centres ont un besoin immédiat de vivres dans l'attente d'un revenu.

Les superficies plantées en arbres fruitiers seront agrandies non seulement pour satisfaire à une consommation intérieure qui s'accroît de jour en jour, mais aussi parce qu'il existe de nouvelles possibilités d'exportation.

L'expansion de la culture du cocotier s'effectuera selon deux procédés : rajeunir 20.000 ha. en décrépitude et planter 11.750 nouveaux hectares. Une fois ce projet réalisé, nous serons en mesure d'exporter chaque année 26.000 tonnes de coprah, c'est-à-dire l'équivalent de la quantité consommée dans le pays.

En ce qui concerne les plantes à fibres, les Centres de Développement agricole auront la possibilité d'augmenter de 20.000 ha. la superficie cultivée de keenaf. Si cette possibilité se réalise, nous pourrons nous dispenser d'importer du jute pour la fabrication des sacs et nous pourrons exporter annuellement environ 10.000 tonnes de fibres de keenaf.

La culture du coton retient particulièrement notre attention ; toutefois pour des raisons techniques, nous ne pourrons espérer satisfaire qu'environ 15 % des besoins en coton brut de nos filatures.

Notre plan de diversification des cultures englobe également les plants d'arachide, de tabac et de laquier dont les produits ont déjà trouvé des débouchés à l'étranger.

Sur le plan de l'élevage et de la pêche, il est à noter que l'accroissement de la consommation actuelle en viande, œuf, lait et poisson est nécessaire pour améliorer les conditions de nutrition de la population. D'un autre côté, les quantités de bétail et de poissons exportées pourront doubler, ou même tripler, augmentant nos recettes en devises, sans que la consommation locale en souffre.

En ce qui concerne la coopération, le Crédit Agricole a accordé et accordera les prêts suivants :

	Montant (Milliards de piastres)	Bénéficiaires	Superficie cultivée
A la fin de 1960	2,881	908.000	2.363.000 ha.
1961	1	300.000	620.000
1962	1,2	350.000	720.000
1963	1,4	400.000	750.000
1964	1,6	450.000	800.000
1965	1,8	500.000	850.000
TOTAUX	9,881	2.908.000	6.103.000 ha.

PROPRIETE FONCIERE ET REFORME AGRAIRE

Le programme de réforme agraire du Gouvernement du Viêt-Nam a permis à plus de 170.000 familles d'accéder à la propriété.

Mais il ne s'arrête pas là. Les Services responsables veillent, aussi à ce que les bénéficiaires de la Réforme puissent obtenir, d'une part du Crédit agricole des prêts et, d'autre part, du Département de l'Agriculture, des instruments aratoires, des engrais, du cheptel et des conseils techniques.

Durant l'exécution du programme, 13 ingénieurs géomètres et 53 agents du cadastre ont reçu une formation faisant d'eux des spécialistes du degré supérieur. En même temps, plus de 500 agents temporaires ont acquis des connaissances techniques qu'ils approfondissent dans les cours du soir, pour être à même d'exécuter les travaux confiés par le Gouvernement ou par les géomètres civils. Ils peuvent également travailler pour le compte des firmes étrangères, chargées de dresser la carte géographique du Viêt-Nam.

Les travaux de cadastrage et de cartographie doivent servir de base pour l'élaboration des programmes de développement rural sont de plus en plus nombreux ; ils intéressent notamment : le projet d'aménagement du bassin du Mékong, celui du barrage du Danhim et des lignes de transmissions, les projets d'hydraulique agricole de Phan-Rang, Phung-Hiêp, les projets de création des centres de développe-

ment agricole, de réimplantation, des agrovilles. Ils sont surtout nécessaires pour l'établissement des plans parcellaires, la délimitation des terrains communaux, des terrains domaniaux donnés en concessions aux particuliers pour être mis en valeur (plantations de caoutchouc, de laquiers, de keenaf).

Les techniciens envoyés à l'étranger se préparent à rentrer au pays pour travailler dans les projets nouveaux. Chaque année, des techniciens partent ; et l'Ecole supérieure des travaux publics de Phu-Tho forme pour le compte du Cadastre 5 ingénieurs et 10 agents techniques. Ainsi dans 5 ans, nous aurons 75 techniciens du degré supérieur en plus de l'effectif existant.

Le programme d'établissement des plans parcellaires prévoit l'achèvement des registres cadastraux au bout de 5 ans. Ces documents fourniront une base statistique certaine pour les programmes de développement rural.

*
* *

L'opinion internationale accueille très favorablement notre réforme agraire. Pour ne citer que l'année 1960, plusieurs journaux et revues ont rendu hommage à nos réalisations dans ce domaine : *The Burman* (20-1-1960), *National Press* (21-1-1960), *The Straits Time* (27-1-1960) *South China Morning Post* (19-9-1960) *The Diplomatist* (Focus on Viêt-Nam).

Le professeur Jeremias U. Montemayor, doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Philippines déclara après sa visite l'année dernière au Viêt-Nam, avoir été fortement impressionné par cette œuvre de la République du Viêt-Nam et il ne ménagea pas ses éloges. Les délégués à la Conférence afro-asiatique sur la reconstruction rurale, réunie à New Delhi en janvier 1961 ont également reconnu publiquement que la République du Viêt-Nam a réussi des projets que d'autres pays n'ont pu réaliser.

PROGRAMME D'INDUSTRIALISATION

A) D'ici à 1964, les usines et industries suivantes seront prêtes :

2 papeteries

1 usine moderne de filature et de tissage

4 sucreries

2 cimenteries

1 manufacture de sacs de jute

4 usines de pneumatiques pour bicyclettes

1 usine pour la production de la soudé, de l'acide chlorhydrique et du chlorure de chaux

1 usine de contreplaqués et de matériaux pour les maisons pré-fabriquées

1 raffinerie de pétrole

1 usine de calcaire pour l'agriculture des laboratoires de produits pharmaceutiques.

B) *Industries projetées pour la période 1962-1965 :*

1 usine d'urée

1 usine de Carbure de calcium

1 usine de rayonne et de produits chimiques

1 fabrique de conserves alimentaires et de charcuterie

1 usine de papier et de pâte à papier

5 usines de traitement du latex

1 usine pour l'égrenage du coton.

C) *Mines :*

D'ici à 1963 les Mines de Nông-Son produiront 150.000 T/an, ce chiffre sera porté à 250.000 T/an.

Les phosphates des Paracels donneront de 15.000 à 25.000 T/an.

Le programme d'envergure de recherches minières mis à exécution avec l'assistance des Nations Unies sera entièrement réalisé en 1963 ; ce qui permettra, à partir de cette date, l'exploitation des gisements de fer, de cuivre, de plomb, de graphite, d'or.

Le Gouvernement dotera le Centre de Développement Industriel d'un prêt de 500 millions de piastres pour lui permettre de réaliser le programme d'industrialisation.

En nous basant sur la production locale, nous pouvons dire qu'à partir de 1965 il nous sera possible de réaliser les économies de de-

vises suivantes (déduction faite des montants nécessaires à l'importation des matières premières et des produits chimiques utilisés par l'industrie) :

— Tissus	15.000.000	U.S. \$
— Rayonne	4.000.000	—
— Sucre blanc	4.500.000	—
— Papier et pâte à papier	6.500.000	—
— Ciment	8.000.000	—
— Engrais chimiques	6.500.000	—
— Pétrole	2.500.000	—
— Soude, chlore	500.000	—
— Pneumatiques	1.000.000	—
— Fer et équipements	1.500.000	—
	<hr/>	
TOTAL	50.000.000	U.S. \$

REUNION ELECTORALE

(Hôtel de la Préfecture, 5 avril 1961)

DECLARATION DU PRESIDENT NGO-DINH-DIEM

Chers Compatriotes,

Subversion communiste

Durant ces dernières semaines, la campagne électorale a connu une effervescence sans égale sur tout le territoire du Viêt-Nam. Cette bataille entre nationaux coïncide avec une recrudescence de la subversion généralisée des communistes. De tels faits vous ont certainement permis de reconnaître en toute objectivité que le régime démocratique déjà si difficile à réaliser en temps de paix l'est bien plus encore lorsque les communistes, de connivence avec les féodalistes et les impérialistes, mènent contre nous une offensive générale dans le but de saboter nos élections présidentielles et le cas échéant, à la faveur de notre manque de vigilance, nous absorber.

L'importance de l'élection

Vous avez également réalisé l'importance décisive du bulletin de vote de chaque citoyen dans les conjonctures actuelles. Ce bulletin de vote, non seulement sanctionne un passé dont l'importance, si grande soit-elle, se trouve désormais révolue, mais il décide encore de l'avenir de notre pays à un tournant des plus dangereux de son histoire. Qui va demain tenir la barre et sortir la barque de la nation de la tempête pour pouvoir alors nourrir quelque espoir de réaliser les belles promesses faites ?

Parlant ainsi, je ne pense pas à moi-même, car vous le savez déjà trop bien, sur le chemin de la vie, je ne suis qu'un pèlerin sans bagages. C'est aux cadres militaires, civils et administratifs que va ma pensée, à eux qui, nuit et jour, calmement et courageusement, sacrifient leur vie pour arrêter la vague communiste, assurant ainsi notre sécurité et



Le Président Ngô Đình Diêm, candidat de la liste I, prend contact avec les électeurs à l'Hôtel de la Préfecture de Saigon, le 5 avril 1961.

Digitized by Google

l'avenir de la patrie. Supposez une seconde que tous ces militants, sous le coup d'une propagande tendancieuse, se trouvent en plein désarroi et n'aient plus confiance en leurs dirigeants, qu'arriverait-il alors ? Je n'avance pas cette question pour vous intimider car sans doute vous vous l'êtes déjà posée. Mon intention est plutôt de souligner vos graves responsabilités quand d'ici quelques jours, vous aurez à déposer votre bulletin de vote dans l'urne. Vos responsabilités vis-à-vis de l'avenir, c'est vous qui devez les assumer. Pour ma part, je réaffirme que le régime républicain basé sur le personnalisme communautaire et la montée collective est un régime fondamentalement ouvert dont la souplesse s'adapte aux conditions réelles du pays. Sincère à votre égard, respectant la stricte réalité, je ne fais jamais de promesses sans fondement ni efficience. Les révolutions de l'histoire se font non seulement avec la générosité héroïque des hommes mais encore avec la maîtrise des choses et des événements.

Devant la réalité communiste, face aux manœuvres concrètes des communistes pour saboter les élections et fausser le choix démocratique du leader de la nation, je vous conjure de ne pas vous laisser emporter par les passions partisans au risque de porter atteinte à la cause nationale qui est l'âme de la résistance anti-communiste menée par le peuple tout entier. Tant que les communistes subsistent, leurs menées subversives fausseront le jeu normal de nos institutions démocratiques. Vous l'avez bien constaté vous-mêmes durant cette campagne électorale. Ce n'est pas là une raison pour nous amener à ne pas appliquer la constitution et réaliser la démocratie. Nous devons plutôt faire preuve de vigilance et accepter de nous soumettre à une stricte discipline personnelle. Ayons une prise de conscience nette et franche de ce qui est immédiatement réalisable et de ce qui ne sera possible que plus tard pour que ces élections ne deviennent pas, par notre inconscience ou notre manque du sens de la responsabilité, l'occasion pour les communistes, les impérialistes et les féodalistes de nous absorber et d'anéantir nos belles perspectives de démocratie.

Avant de terminer pour me réserver aux réponses faites à vos interpellations, je vous demande de vous joindre à moi pour féliciter tous nos cadres civils et militaires qui luttent courageusement sur tout le territoire national, en dépit des peines et des dangers, gardant une volonté inébranlable devant la propagande tendancieuse de ces derniers jours à l'encontre de la cause sacrée de la nation.

*
* *

QUESTIONS ET REPONSES

Après cette déclaration, le Président Ngô Đình Diêm, candidat de la liste n° 1, a répondu avec bonne grâce et simplicité aux questions posées par ses auditeurs.

Prié notamment de faire connaître les plans qu'il envisage pour neutraliser les communistes, M. Ngô Đình Diêm a observé d'abord qu'on ne saurait traiter à la légère, au moyen d'affirmations gratuites et irresponsables, ce problème complexe. C'est d'ailleurs cet esprit amateur qui sévit dans les milieux nationaux qui nous empêche et les uns et les autres de trouver des solutions adéquates à nos problèmes.

Il s'agit principalement, dit-il ensuite, de renforcer les effectifs militaires, notamment les forces de police, dont l'insuffisance numérique ne permet pas à l'heure actuelle de contrôler les régions inaccessibles qui servent de repaires aux rebelles.

Par ailleurs, la guerre que nous font les communistes et qui prend la forme de la guérilla exige de nous un vaste programme de réaménagement du territoire et d'ouverture d'axes nouveaux de communication. Les autorités se sont attachées avec succès à cette œuvre au cours des dernières années. Il s'agit de protéger les frontières, d'assurer la sécurité générale, ce qui favorise du même coup le développement économique.

Le problème des effectifs pose également le problème de la formation des cadres militaires, qui ne peut être résolu du jour au lendemain. Or, déclare le Président, il vaut mieux ne pas avoir d'armée du tout que d'en avoir une mal entraînée et mal encadrée.

Tout cela demande un budget important : le gouvernement doit disposer de revenus suffisants, surtout d'ordre fiscal, pour mener à bien sa mission.

Le Président a rappelé encore que l'arme de prédilection des communistes est la propagande mensongère, visant à semer le doute et le désarroi dans la population. Le devoir de chacun, dit-il, est de combattre cette forme de subversion pernicieuse, et de coopérer étroitement avec l'armée dans la lutte commune pour la survie de la nation.

De nombreuses mesures pour remédier au sous-emploi.

Est-il vrai que le chômage a atteint un degré de gravité au Viêt-Nam, comme le prétendent les listes de candidature 2 et 3 dans leurs critiques contre le gouvernement actuel ?

A cette question, le Président Ngô a répondu d'abord par une rapide analyse de la situation actuelle de l'économie vietnamienne. Une partie du commerce urbain a connu un certain ralentissement, dit-il. Cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord la réduction de l'aide extérieure a entraîné la réduction du bénéfice du taux officiel à une partie des importations. La politique d'encouragement à la production a eu pour conséquence la diminution des importations des produits que la clientèle locale achetait facilement. Un certain nombre de commerçants habitués aux formes de bénéfice de l'ancien régime peuvent s'imaginer aussi qu'ils ne font plus d'affaires, etc...

En ce qui concerne le marché de l'emploi, l'on doit parler de sous-emploi plutôt que de chômage. Nombre d'agriculteurs, attachés à des formes culturelles saisonnières, ne travaillent que trois ou quatre mois par an. De très gros efforts ont été faits pour leur permettre de s'occuper pendant la morte saison et d'accroître leur revenu. Mais ce n'est là qu'une partie du remède.

Un vaste programme d'hydraulique agricole a été mis à exécution, visant à doubler le nombre de récoltes pour une superficie donnée de rizières ; l'élevage a été aidé et développé, de même que la pêche ; le « développement agricole » a permis d'assurer une vie stable à quelque 190.000 personnes ; les grands travaux de construction et d'industrialisation ont fourni du travail à des milliers de gens qui, par la même occasion, ont acquis un métier spécialisé qu'ils ne possédaient pas. Beaucoup de gens se déclarent chômeurs parce que au lieu de s'orienter vers le travail de la terre par exemple en allant dans les centres de développement agricole, ils cherchent uniquement des emplois administratifs.

Il ne faut pas oublier non plus que près d'un million de réfugiés du Nord ont été recasés et replacés dans le Sud.

La population du Viêt Nam, actuellement de 13 millions d'habitants, augmente chaque année de 300.000 âmes. Pour répondre aux exigences de cet accroissement démographique, il est nécessaire de mettre davantage en valeur le pays. La recherche du plein-emploi appelle le développement de l'industrie, et subsidiairement de l'éducation professionnelle et technique.

Les grands travaux prévus pour les prochaines années apporteront autant de débouchés de travail à une importante main-d'œuvre, en même temps qu'ils augmenteront le pouvoir d'achat de la masse. Par le jeu des effets de multiplication et d'accélération, le bénéfice en ira pour finir, à une masse de parties intéressées plus nombreuses encore : familles, artisans, détaillants, etc...

Parmi les grands travaux qui seront réalisés dans un avenir immédiat, on peut citer la création d'établissements industriels le long de l'autoroute Saïgon-Biênhoa, la construction du complexe hydro-électrique de Danhim, celle de la Cité universitaire de Thu Duc (dont la première tranche est de l'ordre de 60 millions de piastres et l'ensemble de 300 millions) et la Foire internationale de 1962 dont les seuls bâtiments coûteront 150 millions de piastres.

Le problème de la liberté démocratique

Un électeur a voulu savoir si la liberté démocratique convient à la République du Viêt Nam menacée par la subversion communiste.

Le Président Ngô a répondu que le problème ne réside pas dans le choix de tel régime de liberté et tel régime de dictature pratiqués en d'autres pays. En réalité les pays sous-développés se trouvent devant le choix entre un régime de discipline décidé et capable de hâter les progrès économique et social et un régime qui se sert de cette discipline pour empêcher ces progrès.

Nous sommes dans un pays sous-développé et, qui plus est, en état de guerre.

Même sans guerre subversive, un pays sous-développé qui veut sortir rapidement de cet état, doit avoir recours à la planification. Or qui dit planification dit discipline.

Le problème est donc de limiter cette discipline indispensable.

Ce n'est pas tant la liberté qui fait défaut actuellement, a conclu le Président, que le sens de la discipline, et cela dans l'administration même de l'Etat.

Peut-on accuser le gouvernement du Président Ngô de népotisme ?

Le Président a ensuite entendu plusieurs questions touchant le bien-être des travailleurs, la santé publique et l'éducation. Il y a répondu bien qu'il eût exposé déjà son programme sur ces points précis, dit-il, dans des articles publiés par les journaux et au cours d'une récente conférence de presse.

Prié de donner son avis sur les accusations de népotisme que les listes 2 et 3 ont formulées contre son gouvernement, le Président Ngô a répondu qu'il n'est sensible, dans ses tâches, à aucune considération de famille, de parti ou de religion.

Son devoir, identique en cela à celui de tous les dirigeants, dit-il, est de recourir aux services de n'importe quels personnes ou groupes décidés et capables de reconstruire le pays et de lutter efficacement contre le communisme, sans poser de condition. La question est de savoir s'ils sont capables et désintéressés.

Citant alors un propos du Pandit Nehru à qui on avait reproché de faire appel à la collaboration de sa sœur, Madame Pandit, et de sa fille Madame Indira Gandhi, et qui dit qu'il ne voyait pas pourquoi on doit se priver du service des gens compétents sous prétexte de lien familial, le Président Ngô, non sans bonne humeur ni même une pointe d'humour, a analysé en détail ce qui constitue l'essentiel des critiques des adversaires du gouvernement, c'est-à-dire son sois-disant népotisme.

Son frère Ngô Dinh Luyèn, ingénieur hautement diplômé, a exercé les fonctions d'ambassadeur bien avant que le Président Ngô prenne la direction du pays. En fait, il est le plus ancien des représentants diplomatiques du Viêt Nam.

Si d'autre part, M. Ngô Dinh Nhu, diplômé de l'Ecole des Chartes, leader du syndicalisme et chef du Parti travailliste, est conseiller politique de la Présidence, c'est en raison de ses connaissances et de sa compétence unanimement reconnues, et non parce qu'il a un lien de parenté avec le Chef de l'Etat.

Quant à Mgr. Ngô Dinh Thuc, il ne doit rien non plus au Président ; la haute dignité dont il est investi dans la hiérarchie catholique procède d'une décision du Vatican.

Le Président a également mentionné les nombreuses calomnies qui sont propagées sur le compte de sa belle-sœur, Madame Ngô Dinh Nhu, l'accusant de trafics délictueux mais sur lesquelles nul n'a jamais pu apporter la moindre preuve. Incapables d'attaquer le gouvernement sur son programme d'action, ses adversaires n'ont trouvé que cette calomnie comme unique cheval de bataille contre le gouvernement.

Le Président Ngô dit sa sollicitude pour les pauvres, les petites gens

Après avoir répondu encore à diverses questions de détail, le Président Ngô, d'une voix émue, a fait part à l'assistance de l'attachement tout particulier qu'il porte aux petites gens et aux pauvres.

Il rappela que lorsque son père avait démissionné de ses fonctions pour rester fidèle à l'idéal patriotique, sa famille ne disposait en tout

et pour tout que de cinq piastres. Lui et ses frères durent alors travailler la terre comme de simples paysans. S'ils ont poursuivi leurs études, ce fut au prix de sévères sacrifices et de privations acceptés par la famille toute entière.

Plus tard, alors qu'il menait la lutte clandestine pour l'indépendance du pays, d'humbles paysans, de simples soldats venaient lui apporter de très modestes sommes d'argent qu'il n'osait refuser de peur de les froisser, en témoignage de leur solidarité et de leur confiance, et pour contribuer à leur manière à son combat.

C'est pourquoi, déclare le Président Ngô, « j'ai toujours un grand respect et un attachement si particulier pour les travailleurs et les petites gens, dont j'apprécie tant le patriotisme et l'esprit de sacrifice »

« Dans mes tâches, dit-il, je reste avant tout préoccupé par le devoir de hâter la montée de la masse ; chaque fois qu'une idée me paraît utile au bien de cette foule de petites gens, je ne ménage aucun effort pour en tenter la réalisation ».



Le Président Ngô Đình Diệm donnant une conférence de presse au Palais de l'Indépendance, le 7 avril 1961.

CONFERENCE DE PRESSE

(7 avril 1961)

DECLARATION DU PRESIDENT

MESSIEURS,

Au moment où la campagne électorale entre dans sa phase décisive et où les passions risquent de se déchaîner de façon regrettable, je voudrais que ma dernière conférence de presse organisée dans le cadre de cette élection soit non une occasion de propagande mais une invitation à la presse de vouloir bien se joindre à moi pour un appel général à la modération et au respect de la constitution.

Je demande particulièrement à tous ceux qui ont bien voulu soutenir la liste I de donner l'exemple du fair-play et du respect de la personne humaine.

Durant toutes ces semaines, chaque liste a pu exprimer clairement tout ce qu'elle a à dire au pays.

Faisons tous front maintenant contre les tentatives de sabotage des communistes afin d'assurer à tous les meilleures conditions d'une élection libre.

QUESTIONS ET REPONSES

Après cette brève déclaration, le Président Ngô Dinh Diêm a bien voulu répondre aux diverses questions posées par des journalistes.

Le problème de la subversion communiste

Prié par M. François Sully, de l'hebdomadaire « Extrême-Asie », de dire si dans la lutte anti-subversive, le gouvernement envisage des

efforts militaires supplémentaires et le recours à l'aide des pays amis, le Président Ngô a énuméré les facteurs qu'il faut avoir en main pour faire face à la guérilla communiste.

Naturellement, il s'agit d'accroître les effectifs de l'armée régulière et des forces de police, si l'on doit contrôler les zones les plus reculées, les plus inaccessibles dont les Viêt-Công se servent comme repaires pour entreprendre les activités de sabotage et de terrorisme.

La présence permanente des troupes aura également pour effet de redonner confiance à la population civile qui ne sera plus ainsi forcée de collaborer avec les rebelles, comme dans certains cas.

Comme corollaire, la mise en place des installations de base, notamment des voies de communication, est nécessaire pour assurer le transport rapide du matériel adéquat et du personnel militaire chargé de protéger la vie et les biens de la population dans les moindres hameaux. Cette infrastructure, bien entendu, doit favoriser en même temps la mise en valeur du pays.

Il s'agit enfin d'entraîner les troupes, de les entretenir et de les équiper d'armements et de matériels appropriés à la guerre anti-guérilla.

Tout cela demande des moyens financiers importants, et sur ce point, l'assistance que les pays amis apportent au Viêt Nam pourrait être augmentée.

Un autre aspect du problème réside dans la propagande fallacieuse des communistes qui propagent de fausses informations pour ébranler le moral de la population.

A ce sujet, le Président Ngô a demandé à la presse, qui a pour mission de guider l'opinion publique, de se garder des nouvelles fausses ou exagérément enflées, préjudiciables au moral des troupes comme de la population civile.

Le sabotage communiste a entravé le progrès économique, mais les dommages ont été réparés en temps voulu

A une question de M. Pierre Chauvet, de l'Agence France Presse, le Président Ngô a reconnu que les sabotages commis par les communistes ont entravé dans une certaine mesure le progrès économique du pays. Mais les installations endommagées de ce fait ont été rapidement reconstruites ou réparées, au fur et à mesure ; et dans leurs activités de destruction, les Viêt-Công ont subi de lourdes pertes.

Il est difficile, dit-il, de prévenir toutes les tentatives de sabotage, vu les moyens perfectionnés de destruction qui peuvent être utilisés à l'heure actuelle. Toutefois, grâce à la vigilance des services de renseignements et de sécurité, nombre de tentatives communistes ont pu être déjouées à temps.

Il ne faut pas oublier les conditions qui ont présidé à l'activité clandestine des communistes.

Durant 9 années de guerre, le corps expéditionnaire français ne contrôlait que quelques axes de grande circulation, quelques villes importantes et certains chefs-lieux de province et de district. Les Viêt-Công avaient ainsi tout loisir de s'implanter dans des zones reculées pour s'organiser, s'entraîner et parfaire leurs réseaux.

Les destructions auxquelles se sont livrés les Viêt-Công s'expliquent par leur inquiétude devant le progrès rapide du Viêt Nam qui, il ne faut pas l'oublier, a recouvré son indépendance il y a six ans seulement.

Avec la mise en place des installations de base, avec l'achèvement du plan de développement agricole qui revient à combler les vides dans les régions jusqu'ici isolées, on peut être certain qu'au bout de deux ou trois ans, les communistes n'auront plus aucun terrain pour s'y tenir.

C'est pourquoi, a souligné le Président, le gouvernement se préoccupe toujours de pousser en avant les programmes de mise en valeur du pays, parallèlement à la lutte contre la subversion communiste.

Le Président Ngô a affirmé que si toutes les conditions qu'il avait énumérées au début de la réunion, sont réalisées, notamment le renforcement des effectifs militaires qui doivent être augmentés de 20.000 ou 30.000 hommes, les Viêt-Công seront neutralisés en l'espace de moins d'un an.

Le gouvernement vietnamien compte-t-il sur l'aide de l'OTASE ?

Le gouvernement vietnamien compte-t-il sur une aide militaire de l'OTASE, qui a exprimé sa préoccupation au sujet de la situation au Viêt Nam et au Laos ?

A cette question de M. Warren Uma (Washington Post), le Président Ngô a répondu que le Viêt Nam, n'étant pas membre de l'OTASE bien qu'il soit placé dans la zone couverte par cette organisation, n'a pas participé à ses débats sur les problèmes militaires.

Toutefois, il a rappelé que les communistes ne renoncent jamais à leurs plans d'agression aux fins de domination mondiale. Ainsi, c'est toute la région du Sud-Est qui est visée par leur stratégie agressive et non un ou deux pays en particulier.

L'OTASE a envisagé des solutions pacifiques et des mesures militaires. Mais une fois qu'on adopte un plan, il faut qu'il soit à même de donner des résultats concrets.

« Il faut savoir ce que l'on veut ».

Par ailleurs, le désir de paix ne suffit pas à sauvegarder la paix : la politique de Munich n'a pas empêché la deuxième guerre mondiale, bien au contraire.

Enfin ne confondons pas les pompiers avec les incendiaires. La politique de la prime à l'agression n'est pas une politique de paix, non plus.

Les conditions d'une participation éventuelle du Viêt Nam à la conférence internationale sur le problème laotien

Prié par M. James Wilde, du *Time-Life Magazine*, de dire sous quelles conditions le Viêt Nam envisagerait de participer à la conférence de 14 pays sur le problème du Laos, le Président Ngô a souligné qu'une telle conférence ne pourra aboutir que si la liberté et l'indépendance du Laos sont assurées. Le minimum exige l'élimination immédiate des forces étrangères d'agression du sol laotien.

Faute de quoi, ce serait pur bavardage.

Les secrétaires d'Etat participeront aux débats de l'Assemblée nationale

Sous le régime présidentiel qui est adopté au Viêt Nam comme dans d'autres pays, les secrétaires d'Etat ne sont en rapport qu'avec les commissions de l'Assemblée nationale.

On pourrait envisager certaines modifications pour qu'à l'avenir, les secrétaires d'Etat puissent fournir des explications aux séances plénières de l'Assemblée.

Le Président Ngô a fait cette déclaration en réponse au représentant du quotidien « Saigon Mai », M. Tô-Van, qui désirait connaître la structure des rapports entre le Législatif et l'Exécutif durant le prochain mandat présidentiel.

Les idées constructives doivent être prises en considération

Il se peut que les listes 2 et 3 qui, au long de la campagne électorale, ont formulé diverses critiques à l'endroit du gouvernement, recueillent un certain nombre de voix lors du scrutin du 9 avril.

Au cas où il est réélu, le Président Ngô prendra-t-il en considération certaines de ces critiques, et fera-t-il appel à la collaboration des candidats de ces deux listes ?

A cette double question du représentant du journal « Buôi Sang », le Président Ngô a déclaré qu'il est du devoir du gouvernement de prendre en considération les idées justes et constructives, d'où qu'elles viennent.

Quant au choix du personnel du gouvernement, il n'existe qu'une seule règle, celle de la compétence et de la vertu morale.

Un autre journaliste, M. P. Smark, correspondant de l'Agent Reuter à Saigon, ayant fait allusion au problème d'une opposition légale, le Président Ngô a déclaré que dans un pays sous-développé et déterminé à sortir rapidement de sa situation misérable et humiliante, tout ce qui contribue à retarder le progrès économique et social doit être écarté. A part cet impératif vital, il peut y avoir une opposition légale.

La population garde confiance

Prié par M. Hewett, du Minneapolis Star et Tribune, de dire si le coup d'Etat avorté du 11 novembre dernier a eu un effet quelconque sur le moral des troupes et de la population civile, le Président Ngô a répondu par la négative.

Cette rébellion n'a été que le fait d'un très petit groupe d'officiers animés d'ambitions folles et puérides, qui ont réussi un moment à duper les hommes de troupe en leur disant de prendre d'assaut la Présidence, pour délivrer le Chef de l'Etat trahi par sa garde personnelle. Démystifiés, ces hommes ont refusé de suivre les traîtres.

De même, bien que le Chef de l'Etat n'eût fait appel qu'à un seul bataillon pour réprimer la rébellion, toutes les unités stationnées dans les régions environnantes sont accourues spontanément à la rescousse.

*

* *

Le Président Ngô a encore répondu à diverses questions de détail.

Prié enfin par le représentant du « Saigon Thoi-Bao » de dire quel est le décret qui marque l'étape la plus importante de l'histoire du Viêt-Nam, le Président a déclaré :

« Le texte le plus important et que je suis fier d'avoir signé — parce qu'il répond à mes aspirations de militant révolutionnaire et à l'idéal de la nation — a été le décret proclamant la République ».



*Le Président Ngô Đình Diêm faisant son devoir de citoyen
lors des élections présidentielles, le 9 avril 1961.*

Digitized by Google

ALLOCUTION RADIODIFFUSEE

(Le 7 avril 1961)

Chers Compatriotes,

Dimanche prochain, vous allez élire le Chef de l'Etat ; vous remplirez une mission historique qui n'a lieu qu'une fois tous les cinq ans et vous exercerez en même temps le droit du citoyen d'un pays indépendant et libre : le droit de vote.

Ces dernières semaines, vous avez entendu les différents candidats. Tout le monde s'accorde à reconnaître que seul dans notre Sud Viêt-Nam libre existe une lutte électorale, une lutte électorale animée et ardente. Les critiques allant souvent jusqu'aux pures calomnies contre les pouvoirs publics ont pu librement se manifester au cours des réunions publiques, sur les antennes de la radiodiffusion nationale comme dans la presse. Pareille lutte politique dans une telle ambiance de liberté ne s'est jamais vue dans notre pays et ne peut exister au Nord Viêt-Nam, sous le régime de dictature communiste.

C'est là un fait évident. Mais dans le même temps, certains points n'ont pas manqué de vous faire réfléchir.

D'aucuns ont profité de la liberté démocratique non pas pour exposer aux électeurs la situation réelle du pays en fonction de laquelle ils auraient préconisé un programme concret de salut public et de reconstruction nationale mais uniquement pour avancer des promesses fallacieuses, des solutions utopiques, des mesures illusoire qui ne répondent en rien à la conjoncture actuelle, ni aux conditions déficientes d'un pays économiquement sous-développé, avant-poste du monde libre et objectif de l'impérialisme communiste.

La liberté d'opinion, on s'en est servi non pas pour condamner les ennemis de la nation, les colonialistes, les féodalistes et les communistes, non pas pour dénoncer leurs méfaits mais au contraire, pour

répéter et amplifier leurs slogans de propagande tendancieuse, leurs accusations calomnieuses visant à discréditer le régime et à amoindrir le prestige de l'Etat.

La liberté d'opinion, on s'en est servi non pas pour dire comment les rebelles communistes, obéissant aux ordres des impérialistes rouges, russes et chinois, ont intensifié leur travail de sape au Viêt-Nam comme au Laos, en Corée, aux frontières sino-birmane, sino-indienne comme en Afrique, au Moyen-Orient. On se garde bien d'exhorter nos compatriotes à s'unir pour résister contre l'invasion, pour anéantir la subversion. On fait au contraire le jeu des communistes en se prêtant avec complaisance à leur propagande, en exagérant leurs forces et activités. Parallèlement on sous-estime les victoires et les sacrifices de l'Armée, des forces de sécurité, des milices locales et des cadres administratifs de base.

Personne ne peut, sans évidente mauvaise foi, refuser de reconnaître les progrès que nous avons accomplis depuis six ans. Je m'en voudrais de vous rappeler les chiffres et les statistiques compliquées. Il vous suffit de regarder autour de vous pour déceler les multiples indices d'une amélioration du niveau de vie. L'ardeur d'une lutte électorale même poussée jusqu'au paroxysme, ne nous donne jamais le droit de nous détourner de l'évidente vérité ni d'oublier les intérêts supérieurs de la nation, à plus forte raison de faire inconsciemment le jeu des ennemis de la patrie, c'est-à-dire de ceux qui par principe sacrifient les intérêts du peuple, calomnient et déforment systématiquement la vérité, sèment la confusion et la discorde dans le but de nous affaiblir, et d'éteindre notre combativité, notre énergie, transformant notre pays et notre peuple en une proie alléchante pour les impérialistes communistes.

Pour ne pas tomber dans l'esclavage du communisme, pour vivre libres et heureux, nous devons tout à la fois neutraliser la violence et restaurer la prospérité.

Neutraliser la violence c'est s'opposer aux rebelles communistes qui détruisent nos villages, pillent nos biens, enlèvent et tuent nos semblables.

Neutraliser la violence c'est anéantir les vestiges du féodalisme et du colonialisme, exterminer les espions communistes dissimulés dans nos rangs.

Neutraliser la violence c'est encore châtier les gens corrompus qui exploitent le peuple.

Neutraliser la violence ne suffit pas. Il faut parallèlement adopter une politique de planification pour restaurer la prospérité.

Restaurer la prospérité c'est parachever la réforme agraire, continuer le programme du crédit agricole, développer l'artisanat et l'industrie, construire des barrages, créer des usines, exploiter les mines, faire des prêts pour les investissements.

Restaurer la prospérité c'est creuser des canaux, construire des routes, jeter des ponts pour faciliter les communications, rendre les transports plus rapides, moins onéreux et le commerce, plus florissant.

Cependant pour que les masses les plus nombreuses de la population puissent en bénéficier, tout programme en matière économique, culturelle, sociale, sanitaire doit reposer sur la politique de la promotion du travail et de la montée collective.

Mon programme d'action intégrale, exposé au cours d'une conférence de presse, a été largement diffusé par les journaux. Aujourd'hui, dans le cadre de cette causerie, je voudrais seulement vous rappeler que je suis fermement résolu à défendre le pays, à lutter contre l'invasion communiste, à ramener l'ordre et la sécurité dans nos campagnes.

Je suis fermement décidé à la rénovation sociale et à l'expansion économique pour sortir notre pays de son état de sous-développement et améliorer le standing de vie de nos compatriotes, créant ainsi, avec une vie nouvelle, une société nouvelle.

Je suis fermement décidé à parfaire la démocratie, à sauvegarder les libertés, à réunifier le territoire, donnant à tous et à chacun des chances égales pour épanouir leur personnalité sur les plans matériel, intellectuel et spirituel.

Reconnaissant envers les combattants qui se sont sacrifiés pour la patrie, sincère à votre égard, je ne vous cache pas que la loi qui s'impose à une nation sous-développée sur la voie de l'émancipation est celle des efforts persévérants et continus. Je ne vous tromperais point en affirmant que quelques semaines, quelques mois auraient suffi pour que tout le monde devienne riche, que tout le pays vive dans l'abondance et que disparaissent comme par enchantement toutes les difficultés inhérentes à une nation dévastée par la guerre et ravagée par les communistes.

L'extermination du communisme exige l'entraînement des forces militaires et des cadres de base, la création des routes, des ponts, le creusement des canaux, l'établissement des aérodromes. L'extermination du communisme n'est pas uniquement l'œuvre de l'armée, des forces de sécurité et des milices locales. Elle exige aussi la participation des cadres administratifs spécialisés des différentes branches nationales,

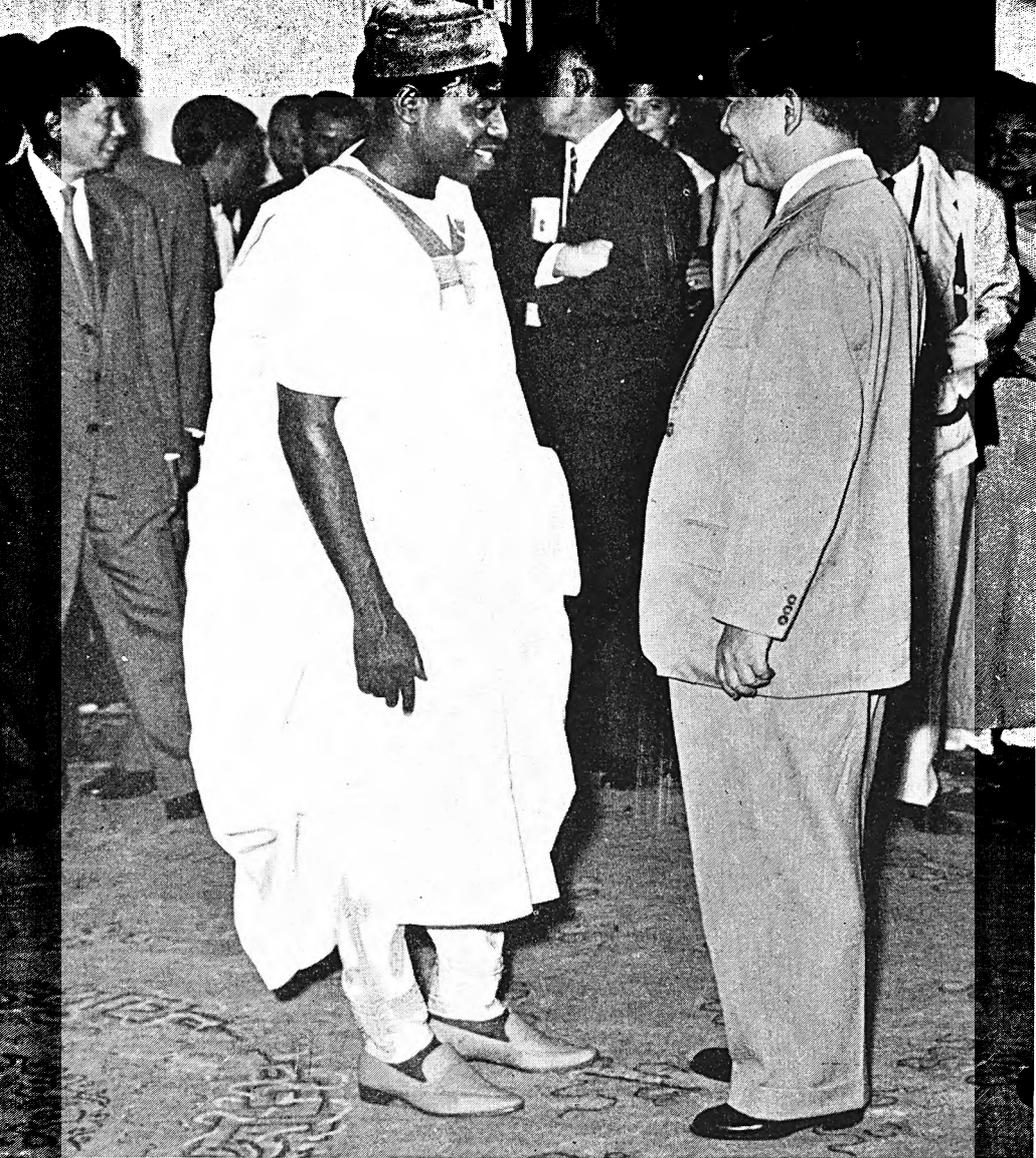
elle demande la collaboration de tous les citoyens, hommes et femmes. Cacher les facteurs de la réussite, ignorer les conditions du succès, mystifier le peuple par la démagogie c'est manquer de probité intellectuelle et morale.

Je ne vous pousse pas à rechercher les petits intérêts immédiats au détriment des grands intérêts futurs. L'histoire nous apprend que plus les sacrifices sont grands, plus grande est la victoire et plus durable, la jouissance. Les exemples de Tran-hung-Dao, de Lê-Loi, de Nguyễn-công-Tru, de Thoai-ngoc-Hau sont là, devant nos yeux. Aujourd'hui, nous devons à la fois, lutter contre le sabotage, nous défendre contre l'invasion et creuser des canaux, édifier des barrages, percer des routes, créer des usines, bâtir des écoles et des hôpitaux, autant de labeurs et de peines qui pèsent lourdement sur nos épaules !

Mais, unis dans les mêmes efforts et les mêmes souffrances pour annihiler la propagande subversive et les insinuations tendancieuses, nous aurons raison de tous les obstacles et nous aiderons notre pays à traverser cette étape décisive de son histoire.

Chers compatriotes,

Je suis convaincu que votre ardent patriotisme et votre sage clairvoyance sauront vous guider dans votre choix au jour prochain du scrutin.



Le Président Ngô Đình Diêm s'entretenant avec les représentants de la presse internationale venus assister aux élections présidentielles au Viet Nam (11-4-1961).

APRES LES ELECTIONS

DECLARATION A LA PRESSE

(11 avril 1961)

Maintenant que les élections sont terminées et que les passions partisanses sont plus ou moins apaisées, on peut affirmer que c'est finalement la raison et la discipline qui ont triomphé.

En effet la liste I, élue à une très large majorité, l'a été sur un programme d'austérité et de discipline qui ne promettait autre chose que de nouveaux efforts pour le progrès économique et social accéléré et la lutte contre le communisme sur tous les fronts. En votant pour elle, la population vietnamienne a proclamé sa pleine conscience des nécessités de notre situation, et son acceptation de nouveaux sacrifices pour y faire face. Elle témoigne ainsi d'une maturité politique particulièrement remarquable.

Le fait en outre, que l'offensive générale des communistes visant à saboter ces élections, à créer du désordre et à s'emparer du pouvoir ait complètement avorté et que la voix populaire ait pu s'exprimer selon l'excellent pourcentage que l'on connaît, constitue un autre aspect de la victoire du peuple tout entier.

C'est la preuve concrète, non seulement de la négligeable audience des communistes auprès des masses, mais encore et surtout de la grande discipline — appuyée sur une inébranlable volonté — de tous les cadres et de la population.

Sans aucun doute, le succès de ces élections doit être mis à l'actif de la cohésion de la communauté nationale. Que tous ceux qui y ont contribué en soient remerciés.

Et qu'ils en soient fiers, car ils ont bien combattu pour la liberté et pour l'avenir de notre Patrie !

Note sur le plan d'insurrection générale des communistes

Les Autorités ont rendu public le plan des communistes visant la prise du pouvoir et, secondairement en cas d'échec, le sabotage des élections. Ce plan était ainsi conçu :

I. — PROFITER :

a) *de la concentration des forces de sécurité autour des centres de vote et des voies qui y mènent ;*

b) *de la concentration des foules vers ces centres de vote ;*

c) *de la division des nationalistes qui ne manque pas de se produire au cours de la campagne électorale*

pour déclencher l'insurrection générale et la prise du pouvoir partout, y compris Saigon. L'objectif stratégique est la prise du pouvoir à la faveur des élections présidentielles.

II. — CONSIGNES D'EXÉCUTION :

Combiner une opération politico-militaire pour l'exécution de ce plan. A cet effet, ordre a été donné aux troupes régulières de « se rapprocher de la zone B » (abandonner la forêt pour encercler les chefs-lieux) pour être prêtes à exploiter la situation créée par les dia-phuong-quan (troupes territoriales de l'échelon district) et les du-kich (guérilleros). Ces dia-phuong-quan reçurent une double mission, là où la situation est favorable, de se concentrer pour se lancer à l'assaut des chefs-lieux, étant soutenues par les troupes régulières, là où la situation n'est pas favorable, de se fractionner afin d'épauler les du-kich-xa (guérilleros de l'échelon village), embrigader la population et marcher contre les chefs-lieux.

Saboter toutes les communications, isoler les chefs-lieux et les prendre un à un.

APPENDICE

Résultats définitifs du scrutin du 9 avril.

Par décision en date du 23 avril, la Commission de validation des élections présidentielles, a arrêté comme suit les résultats définitifs du scrutin du 9 avril :

— Liste I (Président Ngô-Dinh-Diêm et Vice-Président Nguyễn-Ngoc-Tho)	5.997.927 voix
— Liste II (MM. Nguyễn-Dinh-Quat et Nguyễn-Thành-Phuong)	268.668 —
— Liste III (MM. Hồ-Nhut-Tân et Nguyễn-Thê-Truyên)	457.125 —

En conséquence, la Commission proclame officiellement l'élection du Président Ngô-Dinh-Diêm et du Vice-Président Nguyễn-Ngoc-Tho pour le second quinquennat allant du 30 avril 1961 au 30 avril 1966.

Dans un communiqué, la Commission a précisé qu'elle a tenu plusieurs séances consécutives du 19 au 23 avril pour examiner les dossiers de l'élection transmis par l'Assemblée nationale et qui comportent les procès-verbaux des bureaux de vote de Saigon, des 3 municipalités de Huê, Danang, Dalat, et des 38 provinces, ainsi que les réclamations des trois listes de candidature.

Après délibérations, la Commission a pris sa décision qui déclare également que les élections du 9 avril se sont déroulées dans les formes et conditions fixées par la loi.

La Commission de validation est présidée par M. Vu-Tiên-Tuân, premier président de la Cour de Cassation et composée du président et de tous les conseillers de la Cour Constitutionnelle.

Vouloir traduire les nuances de
(^{à propos} sentiments) avec des mots ; est
un fiasco !

Parle sentiment vaît - change, évolue
Il est un "courant de conscience"
comme un "courant de pensée"
Il est viscéral -

2
→ dire son fait = dire les vérités

- jò vai hi dire son fait

• régler un compte avec quelqu'un

- aller dy régler un compte

MICHIGAN STATE UNIVERSITY LIBRARIES



3 1293 02823 5855